



CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DELEGATION OCCITANIE OUEST

Accord-cadre n°25.14.033

**FOURNITURE D'INSTRUMENTS SCIENTIFIQUES
EMBARQUES SUR AVIONS AIRBUS ET PRESTATIONS
ASSOCIEES POUR LE COMPTE DE CNRS-LAERO**

Cahier des Clauses Particulières N°25391 du 28/08/2025

L'accord-cadre est passé selon les dispositions de consultation établie en exécution des dispositions :

- De l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 **portant partie législative du Code de la Commande Publique**,
- Du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 **portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique au livre 1er pour les**
 - Titre II : Chapitre IV - Article R2124-1 relatif aux marchés passés selon une procédure formalisée et sa section 1 – Article R2124-2 relatif à l'appel d'offres.
 - Titre VI : Chapitre 1er -- Section 1 – Sous-section 1 relative à l'appel d'offres restreint et en particulier les dispositions des articles R2161-6, R2161-7, R2161-8 et R2161-11.
 - Titre VI : Chapitre II -- Section 1 – Sous-Sections 1 et 3 relatives aux accords-cadres et en particulier les dispositions des articles R2162-1 à R2162-9 et R2162-13 et 14.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés publics industriels –CCAG/MI – NOR : ECOM2106873A

Et, relatif à la fabrication et fourniture d'instruments scientifiques embarqués sur avion AIRBUS pour le compte du CNRS-Laboratoire d'Aérodynamique (CNRS-UMR5560) à Toulouse.

Le **Centre National de la Recherche Scientifique** est représenté par
la Personne Responsable du Marché (PRM),
Monsieur Jocelyn Méré, Délégué Régional du CNRS Occitanie Ouest

Le marché est régi par la réglementation générale applicable aux marchés de l'Etat.

SOMMAIRE

1. CONTEXTE DU MARCHÉ	8
2. OBJET-FORME-ETENDUE DU MARCHÉ	9
2.1. Objet et forme de l'accord-cadre	9
2.2. Etendue de l'accord-cadre	10
3. PIÈCES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	10
4. VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)	11
5. PRISE D'EFFET ET DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	11
5.1. Accord-Cadre	11
5.2. Bons de commande émis directement sur la base de l'accord-cadre	11
5.3. Marchés subséquents émis sur la base du présent accord-cadre	11
6. DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS EXECUTEES AU MOYEN DE BONS DE COMMANDE ET DE MARCHES SUBSEQUENTS	11
6.1. Concernant les bons de commande	11
6.2. Concernant les marchés subséquents	12
7. LIEUX D'EXECUTION ET DE LIVRAISON DE LA PRESTATION	12
8. MODALITES DE FONCTIONNEMENT DU PRESENT ACCORD-CADRE	12
8.1. Émission des bons de commande	12
8.2. Conclusion des marchés subséquents	13
9. MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES CONCLUS SUR LA BASE DU PRESENT ACCORD-CADRE	13
10. MINIMUM ET MAXIMUM DE L'ACCORD-CADRE.....	13
11. PRIX - CONTENU – VARIATION	14
11.1. Disposition commune	14
11.2. Concernant les prestations à bons de commande.....	14
a) Fixation des prix.....	14
b) Forme des prix.....	14
c) Modalités de révision des prix de référence de l'accord-cadre.....	14
11.3. Concernant les prestations à marchés subséquents	15
a) Concernant la prestation n° 5 : Pièces de rechange	15
b) Concernant la prestation n° 6 : Fourniture manuels de maintenance CMM	15
c) Concernant la prestation n° 7 : Support et évolutions ultérieures.....	16
12. ESTIMATION EXCESSIVE DE LA CHARGE D'UN MARCHÉ SUBSEQUENT	17
12.1. Engagement d'une discussion avec le titulaire	17
12.2. Opérations de vérification des charges consommées après exécution	17
12.3. Résiliation de l'Accord-cadre	17
13. MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS	18
13.1. Pour les bons de commande émis directement sur la base de l'accord-cadre.....	18
a) Avance.....	18

b)	Acomptes	18
c)	Solde	18
13.2.	Pour les marchés subséquents conclus sur la base du présent accord-cadre	18
a)	Avance	18
b)	Acomptes	19
c)	Solde	19
13.3.	Retenue de garantie / cautionnement	19
13.4.	Compte bancaire	19
13.5.	Délai de paiement	19
13.6.	Intérêts moratoires	20
13.7.	Comptable – cession de créances	20
14.	MODALITÉS DE COMMANDE ET DE FACTURATION DES PRESTATIONS	20
14.1.	Modalités des bons de commande	20
14.2.	TVA	21
14.3.	Modalités de facturation et présentation des demandes de paiement	21
a)	Unité monétaire	21
b)	Facturation électronique	21
c)	Contenu des factures et demandes de paiement	21
15.	PÉNALITÉS	22
15.1.	Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations conclus sur la base de l'accord-cadre	22
15.2.	Pénalités pour retard ou absence de réponse aux marchés subséquents	22
15.3.	Pénalités pour non-respect des profils déposés à l'appui de l'offre	23
15.4.	Pénalités pour non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail 23	
15.5.	Pénalités pour déport non autorisé par le CNRS	23
15.6.	Dispositions communes	23
16.	RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHÉS CONCLUS SUR LA BASE DU PRÉSENT ACCORD-CADRE 24	
16.1.	Résiliation de l'accord-cadre	24
a)	Résiliation pour motif d'intérêt général	24
b)	Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	24
c)	Résiliation pour redressement ou liquidation judiciaire	24
d)	Effets de la résiliation de l'accord-cadre sur les marchés subséquents	25
16.2.	Résiliation des marchés subséquents	25
a)	Résiliation pour motif d'intérêt général	25
b)	Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	25
c)	Effets de la résiliation d'un (es) marché(s) subséquent(s) sur l'accord-cadre	25
17.	OPÉRATION DE VÉRIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS	25
18.	COMPOSITION DE L'EQUIPE DEDIEE A L'EXECUTION DE LA PRESTATION	26
19.	GARANTIES CONTRACTUELLES	27
20.	SUPPORT TECHNIQUE – OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL	27

21. DROITS DE PROPRIETE – UTILISATION DES RESULTATS	28
21.1. Droit de propriété	28
21.2. Utilisation des résultats	28
22. LITIGES RELATIFS A L'ACCORD-CADRE	28
23. CONFIDENTIALITE	28
24. MESURES RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNES A CARACTERE PERSONNEL	29
25. CLAUSE ZRR (ZONE A REGIME RESTRICTIF)	30
25.1. Mesures de sécurité particulières	30
25.2. Autorisations d'accès des personnels du Titulaire et de ses sous-traitants	31
25.3. Mesures de portée générale	32
26. SOUS TRAITANCE	33
26.1. Déclaration d'un sous-traitant	33
26.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants	33
27. STATUT DU PERSONNEL DU TITULAIRE	33
27.1. Liens juridiques	33
27.2. Clauses concernant le personnel	33
27.3. Réglementation relative au travail dissimulé	34
28. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	34
29. MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU PRESENT ACCORD-CADRE	34
29.1. Changement de dénomination sociale du titulaire	34
29.2. Changement de contractant en cours d'exécution du présent accord-cadre	34
30. ASSURANCES.....	35
31. RESPONSABILITES.....	35
32. CLAUSES PARTICULIERES.....	35
33. DESCRIPTION ET SPECIFICATIONS TECHNIQUES.....	36
33.1 Prestation n° 1 : Fabrication Package1 Rev03	36
a) Spécifications techniques de l'instrument Package1 Rev03	36
b) Délai global d'exécution.....	37
c) Livrables attendus.....	37
d) Lieu d'exécution et de livraison	37
e) Forme d'exécution	37
f) Montant de la prestation	38
g) Fixation, forme, contenu des prix.....	38
h) Règlement	38
i) Pénalités.....	38
j) Opérations de vérification – admission des prestations	38
33.2 Prestation n° 2 : Fabrication Pump Box Rev03	38
a) Spécifications techniques de l'instrument Pump Box Rev03	38
b) Délai global d'exécution.....	39

c) Livrables attendus.....	39
d) Lieu d'exécution et de livraison	39
e) Forme d'exécution	39
f) Montant de la prestation	39
g) Fixation, forme, contenu des prix.....	39
h) Règlement	40
i) Pénalités.....	40
j) Opérations de vérification – admission des prestations	40
33.3 Prestation n° 3 : Fabrication de cartes électroniques	40
a) Spécifications techniques	40
b) Délai global d'exécution.....	41
c) Livrables attendus.....	41
d) Lieu d'exécution et de livraison	41
e) Forme d'exécution	41
f) Montant de la prestation	41
g) Fixation, forme, contenu des prix.....	41
h) Règlement	41
i) Pénalités.....	41
j) Opérations de vérification – admission des prestations	42
33.4 Prestation n° 4 : Part 21G - IAGOS	42
a) Spécifications techniques	42
b) Délai d'exécution	42
c) Livrables attendus.....	42
d) Lieu d'exécution et de livraison	42
e) Forme d'exécution	42
f) Montant de la prestation	43
g) Fixation, forme, contenu des prix.....	43
h) Règlement	43
i) Pénalités.....	43
j) Opérations de vérification – admission des prestations	43
33.5 Prestation n° 5 : Pièces de rechange	43
a) Objet des prestations marchés subséquents	43
b) Délai global d'exécution.....	43
c) Livrables attendus.....	44
d) Lieu d'exécution et de livraison	44
e) Forme d'exécution	44
f) Prise d'effet et délais d'exécution	44
g) Montant de la prestation	44
h) Fixation, forme, contenu des prix.....	44
i) Règlement	44
j) Pénalités.....	44
k) Opérations de vérification et admission des prestations	44
33.6 Prestation n° 6 : Fourniture manuels de maintenance (Component Maintenance Manual)	44

a)	Description de la prestation	44
b)	Prise d'effet et délais d'exécution	45
c)	Livrables attendus.....	45
d)	Lieu d'exécution et de livraison	45
e)	Forme d'exécution	45
f)	Montant de la prestation	45
g)	Fixation, forme, contenu des prix.....	45
h)	Règlement	46
i)	Pénalités.....	46
j)	Opérations de vérification – admission des prestations	46
33.6	Prestation n° 7 : Support et évolutions ultérieures	46
a)	Description des prestations.....	46
b)	Livrables attendus	46
c)	Lieu d'exécution et de livraison.....	46
d)	Forme d'exécution	47
e)	Prise d'effet et délais d'exécution	47
f)	Montant de la prestation	47
g)	Fixation, forme, contenu des prix.....	47
h)	Règlement	47
i)	Pénalités.....	47
j)	Opérations de vérification et admission des prestations	47
D)	DEROGATIONS AU CCAG-MI	47

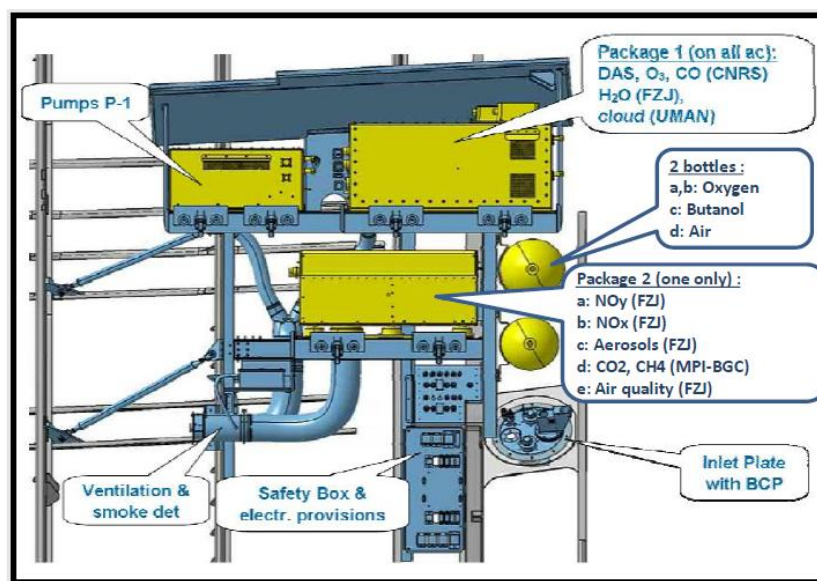
1. CONTEXTE DU MARCHÉ

Cet accord-cadre s'inscrit dans le cadre de l'Infrastructure de Recherche IAGOS (www.iagos.org), qui a pour objet l'opération de systèmes scientifiques de mesures de la composition de l'atmosphère à l'échelle globale.

Ces systèmes, certifiés par STC EASA, sont installés sur des avions Airbus A330 ou A340, opérés par différentes compagnies aériennes. Depuis 2011, dix (10) avions ont été équipés des systèmes IAGOS et sont en opération chez les compagnies aériennes Air France, Lufthansa, China Airlines, Cathay Pacific, Hawaiian Airlines, Iberia et Air Canada. Le programme IAGOS a pour objectif d'avoir 15 avions en opération. Le CNRS estime qu'il y aura environ 10 à 15 avions en opérations au cours de cet accord-cadre.

Les systèmes scientifiques embarqués sont les instruments Package1 et Pump Box, sous responsabilité CNRS. Le Package1 a les fonctionnalités suivantes : mesure atmosphérique O₃, CO, H₂O et Nuages, système de pressurisation, acquisition des données de position de l'avion, transmission automatique des données au sol. A cet instrument, il est associé l'équipement Pump Box qui contient deux (2) pompes de pressurisation.

Les instruments H₂O et BCP (cloud) sont fournis par des partenaires du CNRS et ne font pas partie de cet accord-cadre.

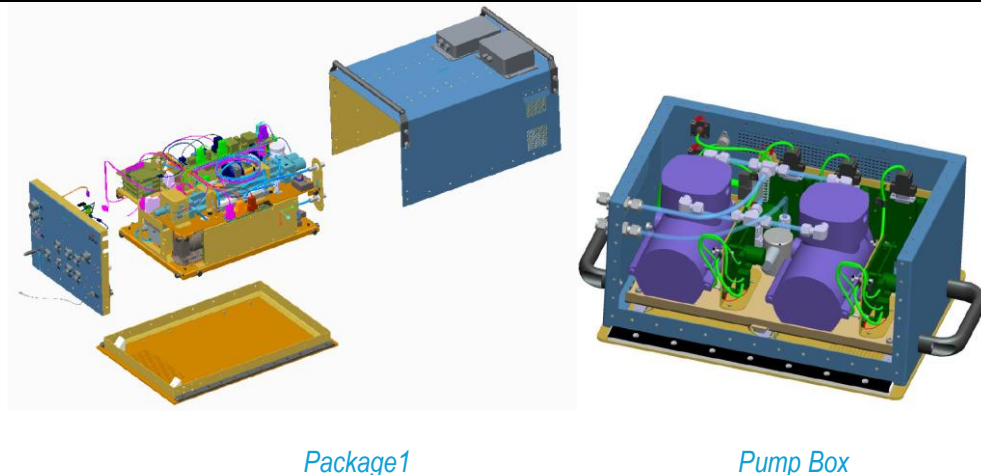


Système IAGOS installé en soute avionique sur Airbus A330/A340

Le présent accord-cadre a pour objet la fabrication de ces instruments scientifiques (Package1 et Pump Box) qualifiés aéronautique destinés à être embarqués sur des avions commerciaux Airbus A330/A340. Leur production doit être faite conformément à la réglementation aéronautique Part 21G. Ces instruments répondent aux exigences de la norme aéronautique DO-160. Sous la responsabilité du CNRS, ces instruments sont certifiés pour intégration sur avion par un prestataire du CNRS, détenteur des STC IAGOS.

Aujourd'hui, le CNRS détient les équipements suivants :

- Package1 Rev02 : 12 exemplaires,
- Pump Box Rev02 : 9 exemplaires,
- Pump Box Rev03 : 7 exemplaires,
- Package1 Rev03 : 5 exemplaires



Package1

Pump Box

L'instrument Package1 (dimensions 630x350x450 mm, poids 37 kg) a les fonctionnalités suivantes :

- Mesure de l'ozone atmosphérique
- Mesure du monoxyde de carbone atmosphérique
- Bloc PC104 pour le contrôle des instruments, l'acquisition et le stockage des données et des paramètres avion Arinc-429. Le bloc PC104 est programmé et fourni par le CNRS.
- Acquisition et stockage des mesures de vapeur d'eau et nuages par deux autres instruments installés sur le capot, ceux-ci n'étant pas de la responsabilité du CNRS
- Transmission des données au sol par un modem GSM.

L'instrument Pump Box (dimensions 250x105x47 mm, poids 11 kg) contient 2 pompes de pressurisation, leur alimentation électrique et une électrovanne. Les pompes servent à pressuriser l'air extérieur à la pression cabine de l'avion en amont de la mesure de la composition de l'air par le Package1.

2. OBJET-FORME-ETENDUE DU MARCHÉ

2.1. Objet et forme de l'accord-cadre

Le marché a la forme d'un accord-cadre.

Le présent accord cadre a pour objet la fabrication d'instruments scientifiques (Package1 Rev03 et PumpBox Rev03) qualifiés aéronautiques destinés à être embarqués des avions commerciaux Airbus A330/A340 et la réalisation de prestations associées.

L'accord-cadre est exécuté pour le CNRS- Laboratoire d'Aérodynamique (UMR5560) - situé à l'Observatoire Midi-Pyrénées, 14, avenue Edouard Belin à Toulouse.

Le présent accord-cadre n'est pas alloué et est mono-attributaire.

Le présent accord-cadre est mixte conformément à l'article R2162-3 du code de la commande publique c'est-à-dire qu'il s'exécute au moyen de bons de commande et de marchés subséquents. Les prestations relevant des différentes parties de l'accord-cadre sont identifiées dans le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP). Dans ce même document également, y figurent les termes régissant l'émission des bons de commande (selon les modalités prévues aux articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique), et la conclusion des marchés subséquents (selon les modalités prévues aux articles R2162-7 à R2162-9 du code de la commande publique).

Le présent accord-cadre arrête les prescriptions communes aux marchés et bons de commande qui seront conclus sur son fondement. Les prestations sont réalisées selon les documents contractuels régissant le présent accord cadre.

Les prestations sont réalisées selon les documents contractuels régissant le présent accord cadre

Le code de la nomenclature CPV principal est :

38100000-6 « Instruments de navigation et de météorologie »

Le code de la nomenclature CPV accessoire est :

71350000-6 « Services scientifiques et techniques dans le domaine de l'ingénierie ».

Le code Référentiel Achat pertinent est :

UG.01 « Météorologie : Equipements de météorologie ».

2.2. Etendue de l'accord-cadre

Les prestations de l'accord-cadre sont les suivantes :

- **Prestation n° 1 : Fabrication Package1 Rev03**

La prestation est définie à l'article 33.1 du présent CCP.

La prestation n° 1 est exécutée par bons de commande.

- **Prestation n° 2 : Fabrication Pump Box Rev03**

La prestation est définie à l'article 33.2 du présent CCP.

La prestation n° 2 est exécutée par bons de commande.

- **Prestation n° 3 : Fabrication de cartes électroniques**

La prestation est définie à l'article 33.3 du présent CCP.

La prestation n° 3 est exécutée par bons de commande.

- **Prestation n° 4 : Part 21G - IAGOS**

La prestation est définie à l'article 33.4 du présent CCP.

La prestation n° 4 est exécutée par bons de commande.

- **Prestation n° 5 : Fourniture de pièces de rechange**

La prestation est définie à l'article 33.5 du présent CCP.

La prestation n° 5 est exécutée par marchés subséquents.

- **Prestation n° 6 : Fourniture manuels de maintenance (CMM)**

La prestation est définie à l'article 33.6 du présent CCP.

La prestation n° 6 est exécutée par marchés subséquents.

- **Prestation n° 7 : Support et évolutions ultérieures**

La prestation est définie à l'article 33.7 du présent CCP.

La prestation n° 7 est exécutée par marchés subséquents.

3. PIÈCES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS

Sauf stipulation(s) particulière(s) figurant dans le projet de marché subséquent établi par le pouvoir adjudicateur, l'ensemble des clauses prévues dans le présent CCP s'appliquent par défaut à tous les bons de commande et marchés subséquents passés sur le fondement du présent accord-cadre.

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-MI, les documents contractuels régissant l'accord-cadre et ses marchés subséquents sont énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement (formulaire ATTRI) et son Annexe 1 nommée « 25.14.033 Annexe 1 ATTRI_Annexe financière et délais »
2. Le présent CCP n°25391 du 28/08/2025 et son Annexe 1 au CCP nommée « 25.14.033 Annexe 1 CCP Documentation technique »
3. Les bons de commandes, les marchés subséquents et ses annexes conclus sur la base de l'accord-cadre,
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés publics industriels –CCAG/MI – NOR : ECOM2106873A disponible à l'adresse : <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000046887633/>
5. L'offre technique du candidat,
6. Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché,

7. Les compléments apportés par le titulaire à son offre initiale, lors de la remise de Marchés Subséquents.

Toute clause, portée dans la proposition du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

Le présent marché exprime l'intégralité de l'accord passé entre les deux parties.

4. VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)

Le présent accord-cadre ne comporte ni variante ni prestations supplémentaires éventuelles (PSE).

5. PRISE D'EFFET ET DUREE DE L'ACCORD-CADRE

5.1. Accord-Cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de quarante-huit (48) mois à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre n'est pas reconductible.

La notification de l'accord-cadre comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et ses annexes et des autres pièces constitutives de l'accord-cadre à l'exception des pièces n'ayant subi aucune modification par rapport au dossier de consultation des entreprises publié. Le pouvoir adjudicateur remet également au titulaire, sur sa demande et sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement des marchés subséquents.

Le titulaire reste engagé envers le CNRS jusqu'à la fin du délai de garantie des bons de commande et marchés subséquents.

5.2. Bons de commande émis directement sur la base de l'accord-cadre

L'émission de bons de commande prend effet à compter de sa notification au titulaire. La notification de chaque bon de commande comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

L'émission de bons de commande ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Le titulaire reste engagé envers le CNRS jusqu'à la fin du délai de garantie des bons de commande au présent accord-cadre dans les conditions qui y sont mentionnées.

5.3. Marchés subséquents émis sur la base du présent accord-cadre

Chaque marché subséquent prend effet à compter de sa notification.

La notification de chaque marché subséquent comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives de chaque marché subséquent, à l'exception des pièces n'ayant subi aucune modification par rapport au dossier de consultation des entreprises publié.

La conclusion des marchés subséquents ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

6. DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS EXECUTEES AU MOYEN DE BONS DE COMMANDE ET DE MARCHES SUBSEQUENTS

6.1. Concernant les bons de commande

Disposition commune aux prestations s'exécutant par bons de commande : Les délais d'exécution pour les bons de commande émis sur la base de l'accord-cadre seront ceux indiqués dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement nommée « 25.14.033 Annexe 1 ATTRI_Annexe financière et délais ». Les délais indiqués dans l'annexe sont des délais maximums et s'entendent en semaines.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-MI :

- ✓ Le délai d'exécution d'un bon de commande part de la date de sa notification ou exceptionnellement de la date de notification d'un ordre de service s'il prévoit un tel document.

Dispositions particulières relatives aux prestations s'exécutant par bons de commande :

Prestation n° 1 : cf. article 33.1

Prestation n° 2 : cf. article 33.2

Prestation n° 3 : cf. article 33.3

Prestation n°4 : cf. article 33.4

6.2. Concernant les marchés subséquents

Disposition commune aux prestations s'exécutant par marchés subséquents : Les délais d'exécution seront ceux indiqués dans l'offre du titulaire en réponse aux marchés subséquents après accord du pouvoir adjudicateur.

Lors des offres soumises en réponse aux demandes de marchés subséquents, le titulaire s'engage à présenter un délai raisonnable et compatible avec les missions scientifiques du CNRS-LAERO. Le délai d'exécution ne comprend pas les délais de vérification de la prestation.

Pa dérogation à l'article 14.1 du CCAG-MI :

- ✓ Le délai d'exécution d'un marché subséquent part de la date de sa notification ou de la date de notification d'un ordre de service s'il prévoit un tel document ou de la date d'effet mentionnée dans le courrier de notification, ces deux dernières dates ne pouvant être que postérieures à la date de notification.

Dispositions particulières relatives aux prestations s'exécutant par marchés subséquents :

Prestation n° 5 : cf. article 33.5

Prestation n° 6 : cf. article 33.6

Prestation n° 7 : cf. article 33.7

7. LIEUX D'EXECUTION ET DE LIVRAISON DE LA PRESTATION

Prestations	Lieu d'exécution et de livraison précisés aux articles du CCP suivants
Prestation n° 1 : Fabrication du package1 Rev03	33.1.d
Prestation n° 2 : Fabrication de la pump box Rev03	33.2.d
Prestation n° 3 : Fabrication de cartes électroniques	33.3.d
Prestation n° 4 : Part 21G - IAGOS	33.4.d
Prestation n° 5 : Fourniture des pièces de rechange	33.5.d
Prestation n° 6 : Fourniture manuels de maintenance (CMM)	33.6.d
Prestation n° 7 : Prestations support et évolutions ultérieures	33.7.c

8. MODALITES DE FONCTIONNEMENT DU PRESENT ACCORD-CADRE

Le Laboratoire d'Aérodynamique (CNRS-LAERO, UMR5560) est l'interlocuteur du titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre. Le nom de la personne chargée du suivi de l'exécution des prestations sera communiqué au titulaire lors de la notification de l'accord-cadre.

8.1. Émission des bons de commande

En ce qui concerne les prestations pour lesquelles le présent accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles, des bons de commande seront émis soit sur la base du présent accord-cadre, soit sur la base d'un marché subséquent dédié, selon les modalités des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

8.2. Conclusion des marchés subséquents

Lorsque, pour certaines prestations, toutes les stipulations contractuelles ne sont pas présentes dans l'accord-cadre, des marchés subséquents seront conclus avec le titulaire (articles R2162-7 à R2162-9 du code de la commande publique). Ces marchés subséquents pourront prendre plusieurs formes :

- Marchés ordinaires,
- Marchés à tranches : Le marché subséquent peut être à tranches en application des articles R2113-4 à R2113-6 du code de la commande publique.
- Un accord-cadre

9. MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES CONCLUS SUR LA BASE DU PRESENT ACCORD-CADRE

La conclusion des marchés subséquents intervient lors de la survenance des besoins.

A la survenance du besoin, le titulaire peut être invité à compléter son offre initiale par écrit dans un délai qui sera alors précisé et qui sera au minimum de cinq (5) jours ouvrés. En cas de complexité particulière de la demande ou à la demande écrite du titulaire adressée au CNRS, le Pouvoir Adjudicateur peut prolonger le délai initialement indiqué. En cas de non-respect de ce délai, le titulaire s'expose à l'application des pénalités prévues dans le présent CCP.

Cette lettre de consultation désigne la ou les prestations de référence dont l'exécution est demandée et porte toutes les spécifications complémentaires permettant de déterminer le contexte et les objectifs poursuivis par les prestations requises et le cas échéant les délais de réalisation.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à faire, dans le délai qui lui est imparti, des offres régulières, acceptables et appropriées lorsqu'il sera sollicité par le Pouvoir Adjudicateur pour les marchés subséquents, dès lors que la demande porte sur une ou des prestations limitativement énumérées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières du présent accord-cadre. Celles-ci sont établies sur la base de l'application de la méthode de chiffrage définie dans l'accord-cadre. En cas de manquement à cette obligation de la part du titulaire constatée par le Pouvoir Adjudicateur, celui-ci se réserve la possibilité de s'adresser à un tiers pour la réalisation de la prestation pour laquelle il avait initialement consulté le titulaire.

Le Pouvoir Adjudicateur en informe le titulaire en lui indiquant les motifs de sa décision.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve toutefois la possibilité, s'il estime avoir obtenu dans l'Accord-cadre toutes les informations nécessaires à l'exécution d'un marché subséquent, de ne pas demander au titulaire de compléter son offre et donc lui transmettre immédiatement un marché subséquent pour signature.

10. MINIMUM ET MAXIMUM DE L'ACCORD-CADRE

En application de l'article R2162-4 1° du code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu avec :

- Un minimum en quantité : la commande de la fabrication et fourniture d'un (1) Package1 Rev03
- Un montant maximum en valeur soit 1 999 990.00 €HT

Le maximum en valeur représente un maximal que le CNRS est susceptible de commander sur l'accord-cadre. Il comprend la partie minimale.

Les prestations à prendre en charge au cours de l'exécution de l'accord-cadre se traduiront par un montant cumulé des commandes (bons de commande réalisés sur la base du présent accord-cadre et des marchés subséquents). Aucune indemnité de dédit ne sera due par le CNRS au cas où le montant cumulé n'atteindrait pas le montant estimé indiqué ci-dessus.

Le maximum en valeur n'engage pas le CNRS. Aucune indemnité ne sera versée au titulaire si la valeur maximum de l'accord-cadre n'est pas atteinte.

11. PRIX - CONTENU – VARIATION

La monnaie de référence de cet accord-cadre est l'euro.

Aux prix ainsi définis s'applique la TVA au taux en vigueur au jour de l'émission de la facture

11.1. Disposition commune

Conformément à l'article 11.1.3 du CCAG-MI, les prix ci-dessous sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre dans le respect des engagements pris par le titulaire.

Le titulaire certifie que les prix stipulés dans l'accord-cadre n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

En ce qui concerne les taxes, celles-ci, en cas de modifications fiscales, sont facturées et réglées aux taux applicables le jour d'exécution de la prestation.

11.2. Concernant les prestations à bons de commande

Prestations concernées :

Prestation n° 1 : Fabrication Package1 Rev03

Prestation n° 2 : Fabrication Pump Box Rev03

Prestation n° 3 : Fabrication de cartes électroniques

Prestation n° 4 : Part 21G - IAGOS

a) Fixation des prix

Les prix pour les prestations concernées sont ceux indiqués dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement (25.14.033 Annexe 1 ATTRI_Annexe financière et délais), qui constitue un référentiel de prix plafonds.

b) Forme des prix

Les prix sont unitaires et fermes pour une période de 12 mois à compter de la date notification de l'accord-cadre.

c) Modalités de révision des prix de référence de l'accord-cadre

Au-delà de cette période de 12 mois, les prix de l'annexe financière (25.14.033 annexe 1_ l'ATTRI Annexe financière et délais) pour les prestations listées ci-dessus sont révisables (à la hausse comme à la baisse) annuellement, soit (1) fois tous les ans à la date anniversaire de l'accord-cadre, par référence à l'évolution du tarif public du titulaire.

Par « tarif public du titulaire », le CNRS comprend les tarifs appliqués aux structures de même ampleur.

Le titulaire transmet à l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception les prix dument révisés et le(s) barème(s) utilisé(s) au plus tard 45 jours calendaires avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Les documents suivants devront parvenir au CNRS dans le cadre de la présente demande de révision :

- Le barème appliqué à l'ensemble de la clientèle du titulaire, daté et numéroté,
- L'ensemble des barèmes successifs pratiqués par le titulaire depuis la notification de l'accord-cadre.

A compter de la réception de la demande de révision, le CNRS dispose d'un délai de 30 jours calendaires pour étudier la demande. L'absence de réponse de la part du CNRS sous 30 jours calendaires après réception de la demande de révision vaut acceptation.

Le CNRS se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité ni préavis si l'augmentation d'un tarif est supérieure à 5%.

Les prix de règlement ne sont pas révisables. Seuls les prix de référence portés dans le bordereau des prix, servant de base à l'émission des bons de commande, le sont.

d) Clause de réexamen

Le CNRS se réserve la possibilité d'activer les clauses de réexamens conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique. Ces modifications porteront sur :

- Modification des spécifications techniques du Package1 Rev03 et/ou de la Pump Box Rev03 et/ou des cartes électroniques.
- Modification des livrables attendus (documentation associée à la fabrication)

Ces modifications feront l'objet d'échanges entre les parties et qui se matérialiseront par la signature d'un avenant et d'un devis annexé établi par le Titulaire de l'accord-cadre. La présente clause ne pourra être utilisée pour la révision des prix du marché.

Le titulaire devra fournir un devis au plus tard 15 jours après demande du Pouvoir adjudicateur.

Le CNRS accepte ou refuse la modification de prix. Au-delà de 20 jours ouvrés sans réponse, la modification est considérée comme acceptée.

En cas de refus de la modification, le CNRS notifie son refus par courrier recommandé avec accusé de réception, via la plateforme PLACE, sous 20 jours ouvrés et informe de la suite à donner. Le CNRS peut :

- Soit envoyer une contreproposition à l'appui du courrier de refus ;
- Soit organiser une réunion de négociation ayant pour but de trouver un accord amiable.

En cas d'organisation de réunion, le CNRS envoie la convocation à l'appui du courrier de refus de modification.

Dans les mêmes conditions, le CNRS peut être à l'origine de l'invitation à revoir le prix.

11.3. Concernant les prestations à marchés subséquents

Prestations concernées :

Prestation n° 5 : Pièces de rechange

Prestation n° 6 : Fourniture manuels de maintenance CMM

Prestation n° 7 : Support et évolutions ultérieures

Disposition commune : Lors de la survenance de besoins, le CNRS s'adressera au titulaire selon les modalités précisées à l'article 9 du présent CCP.

a) Concernant la prestation n° 5 : Pièces de rechange

Le marché subséquent détermine la forme des prix. En l'absence de mention spécifique, les prix sont fermes et Franco de port et d'emballage.

b) Concernant la prestation n° 6 : Fourniture manuels de maintenance CMM

i. Fixation des prix

Les offres financières remises dans le cadre des marchés subséquents rattachés à la prestation n° 6 « Fourniture manuels de maintenance » reposent sur **les montants journaliers forfaitaires sur la base desquels le titulaire établira ses prix** (25.14.033 Annexe 1 à l'ATTRI Annexe financière et délais), annexe qui constitue un référentiel de prix plafonds.

ii. Forme des prix

Les prix sont fermes pour une période de 12 mois à compter de la date notification de l'accord-cadre.

Au-delà de cette période de 12 mois, les prix de l'annexe financière (annexe 1 à l'ATTRI) pour les prestations listées ci-dessus sont révisables annuellement à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre selon les modalités précisées au point iii ci-dessous.

iii. Modalités de révision des prix

Les prix sont révisables (à la hausse comme à la baisse) annuellement, soit (1) fois tous les ans à la date anniversaire de l'accord-cadre, par référence à l'évolution du tarif public du titulaire.

Par « tarif public du titulaire », le CNRS comprend les tarifs appliqués aux structures de même ampleur.

Le titulaire transmet à l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception les prix dument révisés et le(s) barème(s) utilisé(s) au plus tard 45 jours calendaires avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Les documents suivants devront parvenir au CNRS dans le cadre de la présente demande de révision :

- Le barème appliqué à l'ensemble de la clientèle du titulaire, daté et numéroté,
- L'ensemble des barèmes successifs pratiqués par le titulaire depuis la notification de l'accord-cadre.

A compter de la réception de la demande de révision, le CNRS dispose d'un délai de 30 jours calendaires pour étudier la demande. L'absence de réponse de la part du CNRS sous 30 jours calendaires après réception de la demande de révision vaut acceptation.

Le CNRS se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité ni préavis si l'augmentation d'un tarif est supérieure à 5%.

Les prix de règlement ne sont pas révisables. Seuls les prix de référence portés dans le bordereau des prix, servant de base à l'émission des bons de commande, le sont.

c) Concernant la prestation n° 7 : Support et évolutions ultérieures

i. Fixation des prix

Les offres financières remises dans le cadre des marchés subséquents rattachés à la prestation n° 7 « Support et évolutions ultérieures » reposent sur **les montants journaliers forfaitaires et la méthode d'évaluation des charges indiqués dans l'annexe financière** (25.14.033 Annexe 1 à l'ATTRI Annexe financière et délais), annexe qui constitue un référentiel de prix plafonds..

ii. Forme des prix

Les prix sont fermes pour une période de 12 mois à compter de la date notification de l'accord-cadre.

Au-delà de cette période de 12 mois, les prix de l'annexe financière (25.14.033 Annexe 1 à l'ATTRI Annexe financière et délais) sont révisables annuellement à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre selon les modalités précisées au point iii ci-dessous.

iii. Modalités de révision des prix

Les prix sont révisables (à la hausse comme à la baisse) annuellement, soit (1) fois tous les ans à la date anniversaire de l'accord-cadre, par référence à l'évolution du tarif public du titulaire.

Par « tarif public du titulaire », le CNRS comprend les tarifs appliqués aux structures de même ampleur.

Le titulaire transmet à l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception les prix dument révisés et le(s) barème(s) utilisé(s) au plus tard 45 jours calendaires avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Les documents suivants devront parvenir au CNRS dans le cadre de la présente demande de révision :

- Le barème appliqué à l'ensemble de la clientèle du titulaire, daté et numéroté,
- L'ensemble des barèmes successifs pratiqués par le titulaire depuis la notification de l'accord-cadre.

A compter de la réception de la demande de révision, le CNRS dispose d'un délai de 30 jours calendaires pour étudier la demande. L'absence de réponse de la part du CNRS sous 30 jours calendaires après réception de la demande de révision vaut acceptation.

Le CNRS se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité ni préavis si l'augmentation d'un tarif est supérieure à 5%.

Les prix de règlement ne sont pas révisables. Seuls les prix de référence portés dans le bordereau des prix, servant de base à l'émission des bons de commande, le sont.

12. ESTIMATION EXCESSIVE DE LA CHARGE D'UN MARCHÉ SUBSEQUENT

Au cas où le CNRS estimerait, au vu de l'évaluation préalable du besoin qu'il a fait, que l'offre est inacceptable du fait d'une surestimation de la charge associée à la prestation demandée, il pourra avoir recours à l'une des options suivantes ou successivement à chacune de celles-ci :

12.1. Engagement d'une discussion avec le titulaire

Le CNRS engagera des discussions avec le titulaire, sur la base du cahier des charges transmis initialement au titulaire.

12.2. Opérations de vérification des charges consommées après exécution

Le CNRS notifiera au titulaire sa volonté d'avoir recours aux dispositions du présent article, lequel disposera à compter de cette notification d'un délai de 3 (trois) jours ouvrés pour remettre une nouvelle offre. En l'absence de réponse dans ce délai ou en cas de nouvelle offre également inacceptable, le CNRS mettra en œuvre les dispositions du présent article.

Le CNRS pourra se dispenser de cette notification préalable s'il a dû avoir recours aux dispositions du présent article deux fois au cours des douze mois précédant la demande de dépôt d'une offre ou la transmission d'un marché aux fins de signature.

Le CNRS pourra décider de notifier le marché subséquent, tout en informant le titulaire qu'il procèdera (ou fera procéder par un tiers de son choix qui ne soit pas un concurrent direct du titulaire) à l'audit des charges réellement consommées au titre du dit marché.

Le titulaire devra fournir au CNRS ou au tiers désigné par lui tous les éléments permettant de mener à bien cet audit. Si celui-ci ne fournit pas les éléments nécessaires, la charge retenue comme légitime pour l'application de la pénalité prévue ci-après sera forfaitairement estimée à 25% (vingt-cinq pour cent) de la charge proposée.

Si la charge consommée après audit est de plus de 15 % (quinze) à la charge mentionnée par le titulaire, celui-ci est redevable d'une pénalité égale à 5 (cinq) fois le montant correspondant à la différence entre la charge proposée initialement par le titulaire et la charge réellement consommée.

Les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable et sont notifiées au titulaire.

Celui-ci dispose d'un délai d'un mois à compter de cette notification pour présenter ses observations.

12.3. Résiliation de l'Accord-cadre

En complément à l'article 44 du CCAG/MI, le CNRS aura la faculté de procéder à la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité. Une décision de résiliation motivée sera notifiée au titulaire qui disposera d'un délai de 5 (cinq) jours ouvrés pour présenter ses observations. Passé ce délai, la décision sera définitive.

13. MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS

13.1. Pour les bons de commande émis directement sur la base de l'accord-cadre

a) Avance

Conformément à l'article 12.1 du CCAG-MI (option B) et sauf refus du Titulaire stipulé dans l'acte d'engagement,

- Une avance de 5% (10% pour les PME - TPE) du montant du bon de commande € TTC est versée dans un délai de 30 jours à compter de sa date de notification, sans formalité, conformément aux articles R2191-3 et R2191-17 du Code de la commande publique, si celui-ci est supérieur à 50 000 € et si sa durée d'exécution est supérieure à 2 mois. Le versement de l'avance ne donne pas lieu à émission de facture par le titulaire.

OU

- Une avance de 40% du montant du bon de commande TTC est versée dans un délai de 30 jours à compter de sa date de notification, si celui-ci est supérieur à 50 000 € et si sa durée d'exécution est supérieure à 2 mois. Le versement de l'avance ne donne pas lieu à émission de facture par le titulaire.
sous réserve que le titulaire constitue **une garantie à première demande** conformément aux articles L2191-17 et R2191-36, R2191-37 à R2191-41 du Code de la commande publique. Une garantie à première demande doit être transmise pour chaque bon de commande concerné. Le formulaire type de la garantie à première demande est accessible sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-notification-marches-2019>

Le règlement de l'avance interviendra dans les 30 jours à compter de la date de notification du marché et/ou du bon de commande et ne donne pas lieu à émission de facture par le titulaire. **Si le titulaire souhaite constituer une garantie à première demande, il doit le notifier au plus vite au pouvoir adjudicateur.**

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre de solde. Il commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint ou dépasse 65% du montant initial du bon de commande. Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

b) Acomptes

Le présent accord-cadre ne prévoit pas le versement d'acompte.

c) Solde

Le solde est versé après admission définitive des prestations sur production d'un procès-verbal d'admission définitive signé du Directeur de CNRS-LAERO ou de son représentant

13.2. Pour les marchés subséquents conclus sur la base du présent accord-cadre

a) Avance

Conformément à l'article 12.1 du CCAG-MI (option B) et sauf refus du Titulaire stipulé dans l'acte d'engagement,

- Une avance de 5% (10% pour les PME - TPE) du montant global et forfaitaire € TTC (dans le cas d'un marché subséquent ordinaire ou à tranches) ou du bon de commande € TTC (dans le cas d'un marché subséquent sous forme d'accord-cadre) versée dans un délai de 30 jours à compter de sa date de notification, sans formalité, conformément aux articles R2191-3 et R2191-17 du Code de la commande publique, si celui-ci est supérieur à 50 000 € et si sa durée d'exécution est supérieure à 2 mois. Le versement de l'avance ne donne pas lieu à émission de facture par le titulaire.

OU

- Une avance de 40% du montant global et forfaitaire € TTC (dans le cas d'un marché subséquent ordinaire ou à tranches) ou du bon de commande € TTC (dans le cas d'un marché subséquent sous forme d'accord-cadre) est versée dans un délai de 30 jours à compter de sa date de notification, si celui-ci est supérieur à 50 000 € et si sa durée d'exécution est supérieure à 2 mois. Le versement de l'avance ne donne pas lieu à émission de facture par le titulaire.

sous réserve que le titulaire constitue **une garantie à première demande** conformément aux articles L2191-17 et R2191-36, R2191-37 à R2191-41 du Code de la commande publique. Une garantie à première demande doit être transmise pour chaque bon de commande concerné. Le formulaire type de la garantie à première demande est accessible sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-notification-marches-2019>

Le règlement de l'avance interviendra dans les 30 jours à compter de la date de notification du marché et/ou du bon de commande et ne donne pas lieu à émission de facture par le titulaire. **Si le titulaire souhaite constituer une garantie à première demande, il doit le notifier au plus vite au pouvoir adjudicateur.**

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre de solde. Il commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint ou dépasse 65% du montant initial du bon de commande. Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

b) Acomptes

Chaque marché subséquent fixe ou non le versement d'acompte et le cas échéant la périodicité des acomptes. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

c) Solde

Le solde est versé après admission définitive des prestations sur production d'un procès-verbal d'admission définitive signé du Directeur de CNRS-LAERO ou de son représentant.

13.3. Retenue de garantie / cautionnement

Sans objet.

13.4. Compte bancaire

Au titre du présent marché, les règlements seront effectués par virements administratifs au compte ouvert au nom du titulaire indiqué à l'acte d'engagement (ATTRI 1). En cas de modification des coordonnées bancaires du titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre, celui-ci doit impérativement, dans les plus brefs délais, notifier ce changement au pouvoir adjudicateur et fournir le relevé d'identité bancaire correspondant.

13.5. Délai de paiement

Le paiement interviendra dans un délai maximal de 30 jours conformément aux dispositions des articles L 2192-10 et R2192-10 du code de la commande publique. Le délai de paiement fixé à 30 jours, se décompte à partir de la date de réception de la facture par le CNRS. Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'admission des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Ces dates sont constatées par le CNRS – à défaut, la date de la demande de paiement augmentée de deux jours est prise en compte.

13.6. Intérêts moratoires

Conformément aux articles R2192-31 à 36 du code de la commande publique, le Titulaire a droit à des intérêts moratoires pour retard de paiement d'une somme due au titre de l'accord-cadre, sous réserve que le paiement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le délai de paiement, fixé à 30 jours, se décompte à partir de la date de réception de la facture par le CNRS ou de la date d'Admission des prestations si celle-ci est postérieure.

Ces intérêts moratoires seront liquidés conformément à la réglementation applicable en matière de marchés publics. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Un forfait de 40 euros sera automatiquement appliqué au titre d'indemnité pour frais de recouvrement, lors de l'application d'intérêts moratoires.

13.7. Comptable – cession de créances

La Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 du Code est le Délégué Régional du CNRS en région Occitanie Ouest (la correspondance doit être adressée 16, avenue Édouard Belin - BP 24367 - 31055 Toulouse cedex 4).

Les cessions de créance doivent être notifiées à l'Agent Comptable Secondaire du CNRS – Délégation Occitanie Ouest - (la correspondance doit être adressée : 16, Avenue Édouard Belin - BP 24367 - 31055 Toulouse cedex 4).

14. MODALITÉS DE COMMANDE ET DE FACTURATION DES PRESTATIONS

14.1. Modalités des bons de commande

Les bons de commande sont émis et notifiés au Titulaire, sans demande préalable de devis au Titulaire, par le pouvoir adjudicateur ou son représentant dûment habilité.

Les modalités particulières de vérification de l'exécution des demandes passées par bons de commande peuvent être précisées sur le bon de commande.

Le bon de commande comporte :

- la référence du présent accord-cadre (25.14.033 – n°20XXXXX qui sera transmis au titulaire),
- le code division de l'unité bénéficiaire : 0273
- la référence du bon de commande (0273L0XXXX),
- la désignation de l'émetteur du bon de commande,
- la dénomination de la prestation concernée,
- la désignation et la quantité de(s) la/les prestation(s) concernée(s),
- la date et début d'exécution,
- le délai d'exécution,
- le lieu d'exécution,
- le prix des prestations commandées,
- le montant total hors-taxes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant toutes taxes comprises.

Le titulaire s'engage à exécuter la totalité des commandes que l'Administration lui notifiera.

Les informations remplacées par des **xxx** seront portées à la connaissance du titulaire.

14.2. TVA

Aux montants et prix HT fixés pour l'exécution des prestations s'ajoute la Taxe à la Valeur Ajoutée au taux en vigueur.

14.3. Modalités de facturation et présentation des demandes de paiement

a) Unité monétaire

L'accord-cadre est conclu en Euro.

b) Facturation électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail <https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/cpp/>

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif au développement de la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

En cas de désaccord sur une partie de la facture, le CNRS s'oblige à payer, dans les conditions prévues ci-dessus, la partie non contestée.

L'Ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Délégué Régional du CNRS en région Occitanie Ouest : 16, avenue Édouard Belin - BP 24367 - 31055 Toulouse cedex 4

Le Comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Occitanie Ouest - BP 24367 - 16, Avenue Édouard Belin - 31055 Toulouse cedex 4.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est le Délégué Régional du CNRS en région Occitanie Ouest.

c) Contenu des factures et demandes de paiement

Au titre du présent marché, les règlements seront effectués par virements administratifs au compte ouvert au nom du titulaire indiqué à l'acte d'engagement (ATTRI 1). Les paiements par virements administratifs seront effectués sur présentation d'une facture visée par la Directrice de l'Unité ou son représentant pour attestation de service fait.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET **180 089 013 03720**),
- Le code service de l'entité CNRS facturée soit **UMR5560**.

Les factures doivent comporter les indications prévues par la réglementation et notamment les renseignements suivants :

- la référence de la présente consultation (consultation N°25.14.033),
- le N° du marché en 202XXXX (tel que fournit au titulaire lors de leur notification),
- le nom du marché « Fabrication et fourniture d'instruments scientifiques embarqués sur avion Airbus »,
- le numéro du ou des bons de commande (au format suivant 0273L0XXXXX),
- les nom et adresse du destinataire des prestations,
- la date d'exécution,

- la désignation exacte de la prestation livrée,
- le montant hors-taxes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC,
- la date d'exigibilité,
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,
- le numéro de TVA intracommunautaire du CNRS : FR40 180 089 013,
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire

Les informations remplacées par des **xxx** seront portées à la connaissance du titulaire.

15. PÉNALITÉS

En cas de manquement du titulaire à ses obligations contractuelles le CNRS peut appliquer les pénalités ci-après :

Par dérogation à l'article 15 du CCAG-MI :

- Les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable sur simple constatation du pouvoir adjudicateur et sont notifiées au titulaire,
- Les pénalités applicables aux bons de commande et marchés subséquents sont celles qui sont mentionnées ci-après.

15.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations conclus sur la base de l'accord-cadre

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de retard dès lors que le délai d'exécution d'un bon de commande émis sur la base du présent accord-cadre ou bien d'une prestation exécutée sur la base d'un marché subséquent (cf. article 6.2 du présent CCP) est dépassé. Cette disposition est applicable en cas de livraison partielle, livraison non admise.

Par dérogation à l'article 15.1 du CCAG-MI, la pénalité de retard est calculée, sauf stipulation différente du marché subséquent, par application de la formule suivante :

$$P = V \cdot R / 1200$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité,

V = le montant HT du bon de commande / prestation concernée par le retard

R = le nombre de jours calendaires de retard.

Le décompte des pénalités est notifié au Titulaire qui est admis à présenter ses observations au pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le Titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

15.2. Pénalités pour retard ou absence de réponse aux marchés subséquents

Les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable et sont notifiées au titulaire.

Celui-ci dispose d'un délai d'un mois à compter de cette notification pour présenter ses observations.

Retard

En cas de remise de sa réponse au-delà de la date limite qui lui a été fixée, le titulaire encourt une pénalité de 500 (cinq cents) euros par jour ouvré de retard. Un retard de réponse de plus de 10 (dix) jours ouvrés équivaut à une absence de réponse.

Pénalités pour non réponse

En cas de non réponse, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire de 7.000 (sept mille) euros.

En l'absence de réponse de la part du titulaire et au cas où le CNRS serait amené à faire exécuter la prestation par un tiers, le titulaire devra assurer le maintien en conditions opérationnelles du module ajouté au prix défini dans son offre.

15.3. Pénalités pour non-respect des profils déposés à l'appui de l'offre

Au cas où le titulaire ne respecterait pas ses engagements en affectant à l'exécution de l'accord-cadre une ou des personnes dont le profil n'est pas conforme à ceux déposés à l'appui de l'offre, le titulaire encourt une pénalité égale à 5% du montant € HT de la prestation commandée par bon de commande ou par marché subséquent par manquement constaté, sans que cette pénalité ne puisse être supérieure à 50% du montant global en € HT de la prestation concernée.

L'application de ces pénalités n'interdit pas au CNRS d'appliquer une réfaction sur le prix des prestations exécutées si la qualité des prestations a été insatisfaisante du fait de ce changement.

Le titulaire sera toutefois dispensé de cette pénalité si, soit :

- Il a informé par écrit le CNRS au préalable en lui proposant un intervenant de substitution disposant de compétences équivalentes, et le CNRS a accepté cette substitution.
- Il démontre que la personne substituée a des compétences au moins équivalentes à celle de la personne dont le CV a été déposé

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire qui est admis à présenter ses observations à la personne responsable du marché dans un délai d'un mois à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai d'un mois, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

15.4. Pénalités pour non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail

À défaut de correction, dans un délai fixé par l'Article L8222-6 du code du travail, des irrégularités constatées par le pouvoir adjudicateur ou par un agent de contrôle, le titulaire de l'accord-cadre s'expose, après mise en demeure, à la résiliation du marché à ses frais et risques ou à l'application d'une pénalité égale à 10% du montant de l'accord-cadre déjà commandé, dans la limite, selon le cas incriminé, du montant maximum des amendes pouvant être encouru en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

15.5. Pénalités pour déport non autorisé par le CNRS

En cas de déport des prestations hors du lieu initialement déclaré non autorisé par le pouvoir adjudicateur, le titulaire se verra infliger une pénalité forfaitaire de 10 000 € (dix mille Euros) assortie d'une mise en demeure de ramener au lieu initial à ses frais et risques.

La non-exécution de l'obligation de ramener au lieu initial sera sanctionnée par des pénalités forfaitaires calculées comme suit à compter de la fin du délai fixé dans la lettre de mise en demeure :

$P=100€ \times R^2$, avec R = nombre de jours de retard

15.6. Dispositions communes

Par dérogation à l'article 15.3 du CCAG-MI, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à mille (1000) euros HT. Les pénalités sont applicables dès le 1^{er} euro.

Les pénalités applicables définies ci-dessus sont cumulables entre elles.

Le décompte des pénalités est notifié au Titulaire qui est admis à présenter ses observations à la personne responsable du marché dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le Titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-MI, dans tous les cas le montant des pénalités ne peut excéder 30% du montant total commandé sur la globalité du marché, tout jour entamé étant dû. Dans le cas où le montant total des

pénalités dépassent 30% du montant total commandé sur l'accord-cadre, il pourra être procédé à la résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire avec exécution à ses frais et risques.

16. RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHÉS CONCLUS SUR LA BASE DU PRÉSENT ACCORD-CADRE

Les dispositions du « chapitre 7 – Résiliation » du CCAG-MI sont complétées comme suit :

16.1. Résiliation de l'accord-cadre

La personne publique peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'accord-cadre avant l'achèvement de celui-ci par une décision de résiliation de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées au titulaire à raison de ses fautes.

La résiliation de l'accord-cadre, quel qu'en soit le motif, ne donne lieu à aucune indemnité au profit du titulaire.

Sauf en cas de liquidation judiciaire du titulaire, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut d'une autre date, à la date de notification de cette décision.

a) Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 45 du CCAG/MI, lorsque le pouvoir adjudicateur résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant commandé hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de 2%.

b) Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

A la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire :

- ✓ soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard,
- ✓ soit en cas de résiliation de l'accord-cadre ou d'un marché subséquent prononcée aux torts du titulaire. Si la résiliation ne concerne qu'un marché subséquent déterminé, l'exécution aux frais et risques ne porte que la ou les prestations objet dudit marché subséquent.

c) Résiliation pour redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

d) Effets de la résiliation de l'accord-cadre sur les marchés subséquents

La notification de la décision de résiliation de l'accord-cadre n'emporte résiliation du ou des marchés subséquents en cours d'exécution que si elle le prévoit expressément, en indiquant les marchés subséquents affectés par la disposition.

16.2. Résiliation des marchés subséquents

a) Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 45 du CCAG/MI, lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de 2%.

b) Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

A la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire :

- ✓ soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard,
- ✓ soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

c) Effets de la résiliation d'un (es) marché(s) subséquent(s) sur l'accord-cadre

En cas de résiliation pour faute d'un marché subséquent, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre dans les hypothèses où la faute du titulaire rendrait impossible la poursuite des relations contractuelles.

17. OPÉRATION DE VÉRIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification qualitative et quantitative sont effectuées par le CNRS conformément aux dispositions prévues par les articles 32 à 34 du CCAG/MI.

Par dérogation à l'article 32.3 du CCAG/MI, le pouvoir adjudicateur pourra effectuer les opérations de vérification sans aviser le titulaire des dates et heures fixés pour les vérifications.

- ✓ Concernant les bons de commande émis sur la base du présent accord-cadre : les opérations de vérification qualitative et quantitative sont précisées aux :
 - Article 33.1.j du présent CCP pour la prestation n° 1,
 - Article 33.2.j du présent CCP pour la prestation n° 2,
 - Article 33.3.j du présent CCP pour la prestation n° 3.
 - Article 33.4.j du présent CCP pour la prestation n° 4

Lesdits articles précisent les délais pour effectuer les opérations de vérification.

- ✓ Concernant les marchés subséquents : chaque marché subséquent précisera la portée des opérations de vérification qualitative et quantitative. Les délais pour effectuer les opérations de vérification dans les lieux de livraison et d'usine dérogent à l'article 33.1 du CCAG/MI. Ces délais ne sont pas ceux stipulés à l'article 33.1 du CCAG/MI mais sont ceux stipulés dans les marchés subséquents.

A l'issue des opérations de vérification, le CNRS prend selon le cas, une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

- l'« admission » (dite également « réception ») est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations répondent aux stipulations du marché. La réception prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission
- l'« ajournement » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point,

- la « réfaction » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état,
- le « rejet » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état.

En tout état de cause, les décisions d'admission sont prises sous réserve des vices cachés.

Suite aux opérations de vérification, si la fourniture ou la prestation est non conforme, la prestation est refusée et son remplacement demandé. Dans ce cas, tous les frais occasionnés sont supportés par le Titulaire du marché.

- ✓ Concernant les bons de commande émis sur la base de l'accord-cadre : les délais pour procéder au remplacement sont précisés aux :
 - Article 33.1.j du présent CCP pour la prestation n° 1,
 - Article 33.2.j du présent CCP pour la prestation n° 2,
 - Article 33.3.j du présent CCP pour la prestation n° 3.
 - Article 33.4.j du présent CCP pour la prestation n° 4
- ✓ Concernant les marchés subséquents : Le délai laissé au titulaire pour procéder au remplacement de la prestation sera précisé dans le marché subséquent.

Par dérogation aux articles 30 et 31 du CCAG/MI, les opérations de vérification ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par la Directrice du CNRS-LAERO ou son représentant.

18. COMPOSITION DE L'EQUIPE DEDIEE A L'EXECUTION DE LA PRESTATION

Le Titulaire s'engage à constituer et maintenir une équipe ayant une excellente connaissance de ce type de projet. Le Titulaire définit seul, sous sa responsabilité, le nombre de membres de son personnel qui seront chargés de la réalisation de ses obligations au titre de l'accord-cadre. Le Titulaire reconnaît que la stabilité de son équipe est déterminante pour la bonne exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à ce que les membres de son équipe et de ses Sous-traitants éventuels possèdent la compétence, l'expérience et les qualités de probité et de confiance nécessaires à la bonne exécution de ses obligations.

Les éventuels coûts de formation des membres de l'équipe du Titulaire, pour la réalisation des Prestations, seront à la charge exclusive du Titulaire.

L'équipe du Titulaire sera dirigée par le Responsable technique et contractuel du titulaire (RTT), qui est responsable du bon déroulement de la prestation et sera investi d'une autorité suffisante pour prendre des décisions au jour le jour, au fur et à mesure de l'avancement des Prestations.

La bonne exécution des prestations du présent accord-cadre et de ses dispositions dépend essentiellement de l'expertise du Titulaire et de la conformité de l'équipe aux profils types déposés par le Titulaire dans son offre.

Le Titulaire s'engage en conséquence à maintenir les membres de ses équipes, et notamment le Responsable technique et contractuel du titulaire (RTT), pendant toute la durée de l'exécution des Prestations qui lui auront été confiées, sauf en cas de maladie, d'incapacité temporaire ou de démission des intéressés. Le Titulaire s'engage aussi à retirer immédiatement de ses équipes tout membre de son personnel qui aurait commis une faute grave dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Dans ces cas, le Titulaire s'engage à désigner un ou des remplaçants de compétences équivalentes, dans les délais nécessaires pour ne pas entraîner de retard sur le projet.

En cas de remplacement, le Titulaire doit communiquer immédiatement et par écrit au CNRS le nom et profil du remplaçant, et prévoir une période de recouvrement avec la personne à remplacer suffisante pour assurer la continuité de la prestation.

Le titulaire reste pleinement tenu de satisfaire son obligation de résultat, quand bien même le CNRS n'aurait émis aucun commentaire quant au remplaçant annoncé.

En tout état de cause, le Titulaire s'assurera du transfert du savoir-faire entre la personne remplacée et son remplaçant.

Pendant la durée d'exécution de la prestation, le CNRS se réserve le droit de récuser les personnels qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution de la prestation (non-conformité au profil type déclaré dans l'offre du titulaire, non-respect des engagements signifiés dans l'offre technique du Titulaire, faute professionnelle).

19. GARANTIES CONTRACTUELLES

L'article 36 du CCAG/MI est applicable et est complété comme suit :

Tous les matériels (accessoires inclus) livrés en application du présent accord-cadre, sont couverts par la garantie et pour une durée de 12 mois minimum. Par dérogation à l'article 36.1 du CCAG/MI, le point de départ est l'admission définitive des prestations.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'engage à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse.

Cette garantie couvre le coût des pièces défectueuses sans limite de montant, la main d'œuvre, les frais de déplacement et de séjour de personnel sur site, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations sur le site d'utilisation de la prestation ou que le fournisseur ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Pour l'application du présent article, le pouvoir adjudicateur établit un compte rendu écrit de ces anomalies en donnant tous les éléments nécessaires à leur identification par le Titulaire. Ce compte rendu doit être porté à la connaissance du Titulaire dès la constatation de l'anomalie par le pouvoir adjudicateur.

Lorsque la réparation d'une défectuosité incombe au titulaire, la demande de remise en état correspondante doit lui être notifiée sans retard par ordre de service.

Lorsque les délais dont dispose le titulaire pour effectuer les réparations ne sont pas fixés dans les documents particuliers du marché, ils sont déterminés par ordre de service, après consultation du titulaire.

Le titulaire doit exécuter immédiatement l'ordre de service, même s'il fait des réserves sur la mise en jeu de la garantie technique ou sur les délais dans le cas où ceux-ci sont fixés par ordre de service.

Le dépassement du délai de réparation est sanctionné par des pénalités dans les conditions de l'article 15 du présent CCP. L'assiette de calcul de la pénalité porte sur la valeur, hors taxes, de la prestation dont l'utilisation est subordonnée à l'exécution des réparations. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Les réclamations relatives à des pièces défectueuses ou à un dysfonctionnement de tout ou partie du matériel livré, émanent du représentant du pouvoir adjudicateur.

Les fournitures bénéficient de la garantie prévue à l'article 1641 du code civil et de la garantie des produits défectueux prévue aux articles 1245 et suivants du code civil, ainsi que de la garantie contractuelle prévue par le marché.

20. SUPPORT TECHNIQUE – OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL

Le titulaire doit assurer un support technique gratuit et illimité pendant les jours ouvrés et ce pendant toute la durée de l'accord-cadre. Le support téléphonique est accessible par téléphone (appel non surtaxé) et par courriel.

Le Titulaire s'engage sur un délai de réponse inférieur à 48H.

Le titulaire s'oblige à informer sans délai le CNRS de toute difficulté rencontrée dans l'exécution du marché de nature à retarder ou à compromettre la réalisation des prestations.

21. DROITS DE PROPRIETE – UTILISATION DES RESULTATS

21.1. Droit de propriété

Le CNRS demeure propriétaire des éléments communiqués au titulaire ainsi que du savoir-faire et des connaissances mis en œuvre par le CNRS-Laboratoire d'Aérodynamique pour permettre au titulaire d'exécuter l'accord-cadre. En conséquence toute amélioration du savoir-faire demeurera la propriété du CNRS.

Dans la mesure où, pour les besoins de l'exécution du marché, le CNRS/Laboratoire d'Aérodynamique met à la disposition du titulaire des données ou d'une manière générale, des éléments soumis au régime de la propriété intellectuelle et industrielle, le CNRS garantit qu'il dispose des droits nécessaires à cette mise à disposition ou prend toutes les dispositions notamment contractuelles, nécessaires à cette mise à disposition, pendant la durée d'exécution du marché.

21.2. Utilisation des résultats

Sous réserve des progiciels propriétés du titulaire ou de tiers, le titulaire cède au CNRS, à titre exclusif et définitif, l'ensemble des droits patrimoniaux qu'il détient sur les différents livrables développés ou créés dans le cadre de l'exécution du marché.

Les droits cédés sont les suivants :

- ◆ droit d'utiliser et d'exploiter tout ou partie des résultats des prestations, y compris le droit de les adapter sous réserve des droits moraux de l'auteur,
- ◆ droits de reproduction, d'adaptation, de traduction et de modification de l'œuvre, droit de mise sur le marché, à titre gratuit ou onéreux.

Ces droits sont cédés au CNRS à la date d'admission de la prestation ainsi qu'à la date de résiliation de l'accord-cadre ou de liquidation judiciaire, au complet paiement du prix, pendant toute la durée de protection des droits d'auteur et en tous lieux.

Le CNRS disposera de la pleine propriété de l'ensemble des produits achetés, développés ou créés à l'occasion du marché (données originelles, documents d'étude, spécifications et documentation associée, instructions d'utilisation), et de toutes les prérogatives afférentes : possibilité de cession de tout ou partie des produits, à titre gratuit ou onéreux.

Le titulaire consent en conséquence au CNRS l'intégralité, des droits de propriété dont il dispose sur ces éléments y compris ses droits de reproduction, d'adaptation et de représentation et la possibilité pour le CNRS, de céder tout ou partie des produits à titre gratuit ou onéreux.

Le titulaire renonce en conséquence à tous droits de propriété intellectuelle, hors ceux déclarés incessibles par la loi, ou autres sur l'ensemble des produits effectués dans le cadre du marché.

La présente cession bénéficiera au CNRS ainsi qu'à toute autre société désignée par le CNRS, à laquelle le CNRS pourra céder ou concéder librement tout ou partie des droits cédés sur le fondement du présent marché.

Il est entendu que le CNRS pourra, mais ne sera en aucun cas obligé d'exploiter les droits cédés.

22. LITIGES RELATIFS A L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est régi par la réglementation générale applicable aux marchés de l'Etat.

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements français.

Pour tous les litiges à naître du présent accord-cadre et de ses suites qui ne pourraient être résolus à l'amiable, attribution expresse de juridiction est donnée au tribunal administratif de Toulouse.

23. CONFIDENTIALITE

Sans préjudice des informations ou supports classifiés, des informations ou supports portant la mention Diffusion Restreinte ou des informations ou supports sensibles au sens des instructions interministérielles n°901 et 1300, toutes les informations et données et tous les renseignements, documents et objets, quel qu'en soit la forme ou la

nature, écrits ou oraux, qui seraient communiqués au Titulaire et à l'ensemble de ses intervenants dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents devront être considérés comme strictement confidentiels au sens de l'article 5.1 du CCAG-MI.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du pouvoir adjudicateur, de tout élément connu dans le cadre du présent accord-cadre et de ses marchés subséquents, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'oblige à aviser immédiatement le CNRS de tout projet de modification relatif à une éventuelle restructuration industrielle et de tout audit de son entreprise de nature à remettre en cause les conditions d'exécution de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents qui le lient au CNRS.

24. MESURES RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNES A CARACTERE PERSONNEL

Obligations des parties

Certaines données transmises par l'acheteur au Titulaire en application du présent accord-cadre constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent accord-cadre et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le Titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

L'acheteur et le Titulaire assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

Obligations du « sous-traitant » au sens du RGPD

Le Titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent accord-cadre, conformément aux modalités exposées par le présent accord-cadre et à toutes instructions complémentaires données par l'acheteur. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement l'acheteur.

Le cas échéant, le Titulaire collabore avec l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le Titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le Titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition de l'acheteur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par l'acheteur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec l'acheteur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent accord-cadre sans l'accord écrit préalable de l'acheteur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du Titulaire est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre. Il appartient au Titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du Titulaire au titre du présent accord-cadre, ce dernier s'engage à le notifier à l'acheteur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le Titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du Titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

Open data

Dans le cadre d'une démarche Open data, conformément à la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 codifiée dans le code des relations entre le public et l'administration, ainsi que dans la perspective de l'application de la directive 2013/37/UE du 26 juin 2013 modifiant la directive du 2003/98/CE concernant la réutilisation des informations du secteur public, le titulaire de l'accord-cadre fournit à l'acheteur, dans des standards ouverts (c'est-à-dire selon l'article de la LCEN du 21 juin 2004 « tout protocole de communication, d'interconnexion ou d'échange et tout format de données interopérable et dont les spécifications techniques sont publiques et sans restriction d'accès ni de mise en œuvre ») les données et bases de données collectées ou produites à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

Il autorise par ailleurs l'acheteur, ou un tiers désigné par celui-ci, à extraire et exploiter librement tout ou partie de ces données et bases de données notamment en vue de la mise à disposition à titre gratuit des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

Sont expressément exclues de cette démarche les données personnelles ainsi que celles sur lesquelles des tiers détiennent des droits de propriété intellectuelle.

L'accès à ces données pourra se faire notamment sous une licence de réutilisation publique, qui précise les droits et obligations rattachés aux données.

25. CLAUSE ZRR (ZONE A REGIME RESTRICTIF)

25.1. Mesures de sécurité particulières

En complément de l'article 5 du CCAG-MI il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité particulières s'appliquent, ou concernent des informations considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs de l'accord-cadre, le Titulaire, ses personnels et ses éventuels sous-traitants sont tenus de se conformer aux dispositions édictées ci-après et à la réglementation applicable en la matière.

Le Titulaire ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, par dérogation à l'article 5.3 du CCAG-MI.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST) introduite par les dispositions des articles R.413-1 et suivants du code pénal, du décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011 et du décret n°2024-430 du 14 mai 2024 (applicable à compter du 1er janvier 2025) prévoit des dispositions de contrôle de l'accès physique ou virtuel aux Zones à Régime Restrictif (ZRR).

À ce titre, le Titulaire, ses personnels et ses sous-traitants peuvent être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque l'exécution des prestations est susceptible de concerner les informations relevant d'une ZRR.

25.2. Autorisations d'accès des personnels du Titulaire et de ses sous-traitants

Si la protection des intérêts essentiels du CNRS l'exige, le CNRS peut soumettre l'accès physique ou virtuel à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications du CNRS à l'agrément préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du CNRS.

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à remplir un formulaire de renseignements comprenant à minima les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- le patronyme et les prénoms de son personnel ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle du personnel visé :
 - carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
 - titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- adresse actuelle du personnel si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des informations ou données concernées, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée au titre de l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre (exécuté par marchés subséquents/bons de commande).

Les informations demandées au Titulaire ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent article, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision prise par le FSD pour le CNRS, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée au titre de l'accord-cadre (exécuté par marchés subséquents/bons de commande).

A l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès aux équipements, installations et données concernés par l'objet de l'accord-cadre. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis par le Titulaire est conservée par le CNRS. Conformément à la réglementation, le refus d'autorisation d'accès n'est pas motivé.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent accord-cadre. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs, le Titulaire doit alors proposer immédiatement un personnel remplaçant, de niveau et compétences équivalents, qui fera l'objet de la procédure d'agrément décrite au présent article.

Le maintien dans les équipes du Titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le Titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales.

Le bénéficiaire d'une autorisation d'accès à une ZRR délivrée dans les conditions prévues à l'article R. 413-5-1 du code pénal est tenu d'informer le CNRS de tout changement de situation susceptible d'affecter l'appréciation portée sur son droit d'accès (à compter du 1er janvier 2025).

Précisions relatives aux sous-traitants du Titulaire : Dès lors que l'exécution des prestations de l'accord-cadre a lieu dans une ZRR, les sous-traitants du Titulaire sont soumis aux dispositions générales relatives à la sous-traitance au sens des articles R2193-1 à R2193-9 du code de la commande publique et aux mesures de sécurité particulières visées aux articles 1.1 et 1.2 ci-dessus au titre de la PPST (dont la procédure d'agrément préalable).

Les conditions d'agrément des sous-traitants au sens du droit de la commande publique sont celles prévues à l'article 9 du présent CCAP.

Au titre de la PPST, le CNRS se réserve le droit de refuser l'accès physique ou virtuel du sous-traitant du Titulaire à la ZRR sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser après vérification et agrément préalable suivant la procédure prévue à l'article 25.2.

Le Titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations prévues à cet article et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS.

Le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles issues de la PPST et de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent accord-cadre.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier, sans indemnité, l'accord-cadre (ou ses bons de commande), pour faute du Titulaire et à ses frais et risques.

25.3. Mesures de portée générale

Lorsque la PPST l'exige, le Titulaire de l'accord-cadre et ses personnels doivent se conformer à la procédure interne en vigueur au CNRS, en particulier les dispositions spécifiques applicables aux ZRR détaillées en annexe du règlement intérieur (RI) de l'unité concernée par l'exécution des prestations. Le RI de l'unité est transmis au Titulaire lors de la notification de l'accord-cadre. En cas de modification du RI, le CNRS notifie la version modifiée au Titulaire.

Le Titulaire s'engage à transmettre ce RI d'unité à ses éventuels sous-traitants et s'assure du respect de ses dispositions.

Les personnels du Titulaire ainsi que ses sous-traitants participant à l'exécution des prestations du présent accord-cadre (exécuté par bons de commande) ne doivent en aucune façon accéder à des informations classifiées.

Ils doivent se conformer strictement aux règles de protection des données sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du présent accord-cadre, ainsi qu'au RI de l'unité, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur au CNRS.

Les personnels du Titulaire et ses sous-traitants ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés et nécessaires pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'exécution du présent accord-cadre peut conduire le Titulaire, ses personnels et ses sous-traitants à avoir connaissance des données sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels et ses sous-traitants à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du CNRS, de tout élément connu dans le cadre de l'accord-cadre, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent contrat.

Le non-respect par le Titulaire, ses personnels ou ses sous-traitants des prescriptions de sécurité prévues au titre du présent accord-cadre peut entraîner la résiliation du contrat pour faute du Titulaire, sans indemnité.

L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés sont conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation et à l'exécution du l'accord-cadre sont restitués au CNRS au terme du contrat, sans délai.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le Titulaire, ses personnels ou ses sous-traitants à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration de l'accord-cadre.

26. SOUS TRAITANCE

Ne peuvent être sous-traitées que les prestations de services et les travaux de pose ou d'installation des équipements – objet de l'accord-cadre.

26.1. Déclaration d'un sous-traitant

Les sous-traitants relevant du champ d'application de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance doivent être présentés au pouvoir adjudicateur pour acceptation lors de la soumission à l'accord-cadre, ou lors de la remise des offres dans le cadre des marchés conclus sur la base du présent accord-cadre ou en cours d'exécution de ces marchés.

La demande portant sur l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement sera sollicitée conformément au modèle d'acte spécial de sous-traitance, que le titulaire doit remettre au CNRS contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception.

26.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa facture au titulaire dans les formes prévues aux articles R2193-11 à R2193-12 du code de la commande publique.

Les règles relatives aux intérêts moratoires sont fixées par les dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

La liquidation des comptes en cas de résiliation de l'accord-cadre ou des marchés subséquents s'applique également aux sous-traitants.

27. STATUT DU PERSONNEL DU TITULAIRE

27.1. Liens juridiques

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...).

Le Titulaire s'engage à prendre toutes les actions requises, dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pour mettre en place l'organisation requise afin d'éviter tout transfert de son personnel vers le CNRS à la cessation de l'accord-cadre, pour quelle que cause que ce soit.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du Titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par celui-ci.

27.2. Clauses concernant le personnel

Le Titulaire déclare être en règle avec l'ensemble des dispositions applicables en matière de droit du travail, notamment avec les dispositions des articles L8221-1 et 2 du Code du travail, les dispositions des articles L4153-1 à L4153-5 et R4153-6 du Code du travail ainsi que les conventions internationales et règles éthiques relatives aux droits de l'enfant.

Si le personnel du Titulaire, ou le personnel extérieur intervenant pour le compte du Titulaire, est appelé à travailler sur les Sites du CNRS, il doit se conformer au règlement intérieur et aux règles d'hygiène et de sécurité (informatique ou non) en vigueur sur les Sites du CNRS. Le CNRS se réserve le droit de vérifier, à tout moment, ou faire vérifier par un tiers mandaté par lui, le parfait respect par le personnel du Titulaire ou de ses Sous-Traitants des règles de sécurité.

Préalablement à l'intervention sur un Site du CNRS d'un membre du personnel du Titulaire, le Titulaire informe l'intéressé du caractère éventuellement particulier du Site, des risques encourus ainsi que de l'impératif de recevoir les informations nécessaires dans ce domaine dès son accueil sur le Site concerné.

Le CNRS communique au Titulaire le règlement intérieur et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dans les Sociétés Apparentées du CNRS.

Lorsqu'il est amené à travailler dans les locaux du Titulaire, le personnel du CNRS, ou le personnel extérieur intervenant pour le compte du CNRS, se conforme au règlement intérieur et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dès lors que ces documents auront été préalablement communiqués par le Titulaire.

27.3. Réglementation relative au travail dissimulé

La régularité de la situation du personnel du Titulaire constitue une condition essentielle de l'exécution de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents. Le Titulaire s'engage formellement à appliquer à son personnel l'ensemble des règles du droit du travail.

À défaut, le CNRS se réserve le droit de résilier l'accord-cadre de plein droit dans les conditions prévues à l'article 16 du présent CCP.

En particulier, conformément à la législation sur la lutte contre le travail clandestin (article L8221-1 et 2 du Code du travail), le Titulaire garantit au CNRS que les employés qui participeront à l'exécution du contrat sont employés régulièrement. Le Titulaire garantit qu'il a obtenu des autorités compétentes les autorisations nécessaires, notamment au regard de la réglementation de l'immigration, pour les membres de son équipe intervenant dans les Prestations en violation des lois et règlements en vigueur.

À cet effet, il fournira au CNRS, au plus tard au jour de la signature de l'accord-cadre une attestation sur l'honneur certifiant que les prestations visées au contrat seront exécutées par des salariés employés régulièrement au regard des articles L3243-1, 2 et 4 du Code du travail.

28. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire doit être en mesure de justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, qu'il respecte les obligations mentionnées à l'article 6 du CCAG-MI en ce qui concerne la protection de la main d'œuvre et les conditions de travail.

Le CNRS est en droit d'auditer ou de faire auditer le respect des présentes dispositions. Le coût de cet audit éventuel est à la charge du CNRS.

En cas de non-respect de ses obligations telles que décrites ci-dessus par le titulaire, celui-ci s'expose à la résiliation de l'accord-cadre et des marchés subséquents à ses torts.

29. MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU PRESENT ACCORD-CADRE

29.1. Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le pouvoir adjudicateur à l'adresse mentionnée en tête du présent document par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

29.2. Changement de contractant en cours d'exécution du présent accord-cadre

Le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur à l'adresse mentionnée en tête du présent document de **tout projet** de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau titulaire.

30. ASSURANCES

Le titulaire et les sous-traitants agréés par le CNRS devront remettre, dans un délai de 8 (huit) jours à compter de toute demande du CNRS, une attestation d'assurance justifiant qu'ils sont couverts au titre de la responsabilité civile (articles 1382 à 1384 du code civil) ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle en cas d'accident ou de tous dommages (corporels et/ou matériels) causés à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre. L'attestation de l'assureur doit indiquer la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le Titulaire et les sous-traitants agréés s'engagent à maintenir la validité du contrat d'assurances pendant toute la durée d'exécution du marché.

31. RESPONSABILITES

La responsabilité du Titulaire n'est pas engagée pour retard ou défaillance tenant :

- soit exclusivement au fait du CNRS,
- soit à un cas de force majeure ou cas fortuit.

Dans un premier temps, les cas de force majeure ou cas fortuits suspendront l'exécution de l'accord-cadre et/ou des marchés subséquents. Le Titulaire doit mettre tous les moyens en œuvre pour atténuer les effets et conséquences des cas de force majeure ou cas fortuit. Après deux mois sans résultat, le présent accord-cadre et/ou les marchés subséquents pourra(ont) être résilié(s) par le CNRS.

En outre et au-delà des pénalités contractuelles, les dommages-intérêts dus par le Titulaire pour quelque cause que ce soit ne pourront jamais excéder le montant hors taxes du marché subséquent fondé sur l'accord-cadre sur sa durée globale, sauf cas de faute dolosive ou intentionnelle du Titulaire.

Il est expressément convenu que le plafond de responsabilité s'entend hors pénalités qui seraient éventuellement dues par le Titulaire en cas de non-respect de ses Engagements. Le paiement de pénalités par le Titulaire ne l'exonère pas de son obligation d'indemniser le CNRS en sus pour tout dommage subi par celui-ci.

La limitation de responsabilité ne s'applique pas à la responsabilité pour les dommages causés aux biens, aux personnes physiques, en cas de mort ou de blessures, à la garantie d'éviction, ou en cas de non-respect des obligations de confidentialité.

Le Titulaire assume l'entière responsabilité des conséquences résultant de ses fautes, erreurs ou omissions, ainsi que des fautes, erreurs ou omissions de ses Sous-traitants, à charge pour le Titulaire de se retourner vers le ou les Sous-traitants concernés afin de faire valoir leur responsabilité. En aucun cas, le Titulaire n'invoquera la défaillance de l'un de ses Sous-traitants pour refuser la mise en cause de sa responsabilité et/ou l'application des pénalités dues au CNRS.

Le Titulaire n'est en aucun cas responsable des retards ou empêchements apportés à l'exécution de l'Accord-cadre et/ou de ses marchés subséquents dus à un Cas de Force Majeure, fait ou faute du CNRS, de ses représentants et/ou partenaires.

Le Titulaire garantit le CNRS contre toute action de tiers suite à un manquement du Titulaire à l'une de ses obligations contractuelles.

32. CLAUSES PARTICULIERES

L'exécution de l'accord-cadre est auditable par le CNRS. Le titulaire s'engage à présenter aux auditeurs les documents relatifs à l'exécution du marché, à répondre à leurs questions et à effectuer les mesures éventuelles nécessaires.

Le présent marché ne pourra faire l'objet de cession partielle par le Titulaire à tout tiers de son choix qu'après accord écrit et préalable du CNRS. Le pouvoir adjudicateur remet également au titulaire, sur sa demande et sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement des marchés subséquents.

33. DESCRIPTION ET SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Les prestations de l'accord-cadre sont les suivantes :

- Prestation n° 1 : Fabrication Package1 Rev03
- Prestation n° 2 : Fabrication Pump Box Rev03
- Prestation n° 3 : Fabrication de cartes électroniques
- Prestation n° 4 : Part 21G - IAGOS
- Prestation n° 5 : Pièces de rechange
- Prestation n° 6 : Fourniture manuels de maintenance (Component Maintenance Manuel)
- Prestation n° 7 : Prestations support et évolutions ultérieures

Pour exécuter les prestations, le titulaire doit être titulaire de l'agrément EASA Part 21G : Conception et production de matériels aéronautiques. Le titulaire devra obtenir et maintenir les instruments IAGOS dans sa Capability List Part 21G.

33.1 Prestation n° 1 : Fabrication Package1 Rev03

Qualification requise pour réaliser cette prestation : EN9100 et EASA Part 21G : Conception et production de matériels aéronautiques

a) Spécifications techniques de l'instrument Package1 Rev03

L'instrument est à fabriquer selon les spécifications techniques définies ci-dessous.

L'instrument Package1 Rev03 (dimensions 630x350x450 mm, poids 37 kg) a les fonctionnalités suivantes :

- Mesure de l'ozone atmosphérique
- Mesure du monoxyde de carbone atmosphérique
- Bloc PC104 pour le contrôle des instruments, l'acquisition et le stockage des données et des paramètres avion Arinc-429. Le bloc PC104 est programmé et fourni par le CNRS.
- Acquisition et stockage des mesures de vapeur d'eau et nuages par deux autres instruments installés sur le capot, ceux-ci n'étant pas de la responsabilité du CNRS
- Transmission des données au sol par un modem GSM.

Les spécifications techniques Package1 Rev03 sont contenues dans les documents ci-dessous fournis dans le document « 25.14.033 Annexe 1 au CCP Documents Techniques » :

Documents Package1 Rev03	Fichiers
"Supplier Equipment Specification"	SES.161250.500
"Electrical Requirement Document"	ERD.161250.500
"Mechanical Requirement Document"	MRD.161250.500
"Component Maintenance Manual"	CMM.115279.500

Les éléments ci-dessous seront fournis par le CNRS pour la production de chaque Package1 Rev03 :

Pour Package1 Rev03 (Bloc PC104 et Modem)			
ITEM	Fournisseur	Reference	Désignation
1	Diamond Systems	ATHE-1000-A-1G	Athena Card
2	Diamond Systems	FDU-8G-XT	Flash Disk Module Avec logiciel CNRS préinstallé
3	Diamond Systems	PMM-P	Relay Card
4	Diamond Systems	EMM-4M-XT	Card 4 RS232
5	Ballard Technology	PM429-1 4R 2T	ARINC PM429-1 Card
6	Sierra Wireless	FX30S (4G)	Modem GSM with antenna

Les 4 harnais externes d'interconnexion avec les instruments vapeur d'eau (H2O) et détection des nuages (BCP) seront livrés par le titulaire avec le Package1, voir liste ci-dessous :

Référence Harnais externe	Fichiers
HRN.115279.120.0	BOM.115279.120.0, HRN.115279.120.0
HRN.115279.302.0	BOM.115279.302.0, HRN.115279.302.0
HRN.115279.303.0	BOM.115279.303.0, HRN.115279.303.0
HRN.115279.402.0	BOM.115279.402.0, HRN.115279.402.0

Le CNRS mettra à disposition du titulaire une valise de test IAGOS permettant de réaliser les tests d'acceptation de l'équipement après sa fabrication :

Valise de test IAGOS	MU.201483.001.0
----------------------	-----------------

Chaque Package 1 Rev03 sera livré avec une caisse de transport de marque Pelicase 1660 ou équivalente. La caisse doit contenir des mousses collées adaptées et doit être livrée avec les 4 harnais externes. Tous les frais relatifs à la production de ces instruments ou harnais sont à la charge du titulaire du marché : validation, tests, frais d'envoi...

b) Délai global d'exécution

Le délai global d'exécution pour une prestation Fabrication d'un (1) Package1 Rev03 comprend :

- Fabrication du package,
- Fourniture des livrables décrit à l'article c ci-dessous

Le délai global d'exécution souhaité par le CNRS est : 40 semaines

Dans l'annexe 1 « 25.14.033 Annexe 1 ATTRI_Annexe financière et délais » à l'acte d'engagement, le titulaire indique le délai sur lesquels il s'engage.

c) Livrables attendus

Les livrables attendus sont :

- L'instrument complet commandé
- La documentation technique associée
- Le rapport de tests d'acceptation ATP
- Le certificat de conformité CoC
- EASA Form1 Part 21G

d) Lieu d'exécution et de livraison

La prestation est réalisée dans les locaux du titulaire.

Le lieu de livraison est :

Centre National de la Recherche Scientifique
Laboratoire d'Aérodynamique (UMR 5560)

Observatoire Midi-Pyrénées

14, avenue Edouard Belin

31 400 Toulouse

France

e) Forme d'exécution

Le présent accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles tenant à l'exécution de la prestation n° 1. La prestation est exécutée au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique et du présent CCP.

f) Montant de la prestation

Le montant est celui indiqué par le titulaire dans l'annexe 1 « 25.14.033 Annexe 1 ATTRI_Annexe financière et délais » à l'acte d'engagement.

g) Fixation, forme, contenu des prix

Les stipulations contractuelles portant sur la fixation, le contenu ou encore la forme du prix de cette prestation n° 1 sont fixées à l'article 11 du présent accord-cadre.

h) Règlement

Les stipulations contractuelles portant sur la fixation, le contenu ou encore la forme du prix de cette prestation n° 1 sont fixées à l'article 13 du présent accord-cadre.

i) Pénalités

Les stipulations contractuelles portant sur la fixation, le contenu ou encore la forme du prix de cette prestation n° 1 sont fixées à l'article 15 du présent accord-cadre.

j) Opérations de vérification – admission des prestations

La prestation est admise définitivement après exécution des prestations et validation par le CNRS :

- Tests fonctionnels de l'instrument, vérification de la conformité des spécifications techniques
- Tests de durée en fonctionnement continu sur banc de test CNRS (1 semaine)

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/MI, à compter de la réception de l'instrument et des livrables associés (article c), le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximal de 30 (trente) jours pour valider la prestation.

❖ Pour cette phase, suite aux opérations de vérification, si la fourniture ou la prestation est reconnue défectueuse ou non conforme, la prestation est refusée et son remplacement demandé. Dans ce cas, tous les frais occasionnés sont supportés par le Titulaire du marché.

Le délai laissé au titulaire pour procéder au remplacement de la prestation est de 30 (trente) jours.

33.2 Prestation n° 2 : Fabrication Pump Box Rev03

Qualification requise pour réaliser cette prestation : EN9100 et EASA Part 21G : Conception et production de matériels aéronautiques

a) Spécifications techniques de l'instrument Pump Box Rev03

L'instrument est à fabriquer selon les spécifications techniques définies ci-dessous.

L'instrument Pump Box Rev03 (dimensions 250x105x47 mm, poids 11 kg) contient 2 pompes de pressurisation, leur alimentation électrique et une électrovanne. Les pompes servent à pressuriser l'air extérieur à la pression cabine de l'avion en amont de la mesure de la composition de l'air par le Package1.

Les spécifications techniques Pump Box Rev03 sont contenues dans les documents ci-dessous fournis dans le document « 25.14.033 Annexe 1 CCP Documents Techniques » :

Documents Pump Box Rev03	Fichiers
"Supplier Equipment Specification"	SES.145191.100
"Electrical Requirement Document"	ERD.145191.100
"Mechanical Requirement Document"	MRD.145191.100
"Component Maintenance Manual"	CMM.115279.100

Le CNRS mettra à disposition du titulaire une valise de test IAGOS permettant de réaliser les tests d'acceptation de l'équipement après sa fabrication :

Valise de test IAGOS	MU.201483.001.0
----------------------	-----------------

Chaque Pump Box Rev03 sera livrée avec une caisse de transport de marque Pelicase 1610 ou équivalente. La caisse doit contenir des mousses collées adaptées.

b) Délai global d'exécution

Le délai global d'exécution pour une prestation Fabrication d'un (1) Pumbox Rev03 comprend :

- Fabrication Pump Box Rev03
- Fourniture des livrables décrit à l'article c ci-dessous

Le délai global d'exécution souhaité par le CNRS est : 40 semaines

Dans l'annexe 1 « 25.14.033 Annexe 1 ATTRI_Annexe financière et délais » à l'acte d'engagement, le titulaire indique le délai sur lesquels il s'engage.

c) Livrables attendus

Les livrables attendus sont :

- L'instrument complet commandé
- La documentation technique associée
- Le rapport de tests d'acceptation ATP
- Le certificat de conformité CoC
- EASA Form1 Part 21G

d) Lieu d'exécution et de livraison

La prestation est réalisée dans les locaux du titulaire.

Le lieu de livraison est :

Centre National de la Recherche Scientifique
Laboratoire d'Aérodynamique (UMR 5560)
Observatoire Midi-Pyrénées
14, avenue Edouard Belin
31 400 Toulouse
France

e) Forme d'exécution

Le présent accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles tenant à l'exécution de la prestation n° 2. La prestation est exécutée au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique et du présent CCP.

f) Montant de la prestation

Le montant est celui indiqué par le titulaire dans l'annexe 1 « 25.14.033 Annexe 1 ATTRI_Annexe financière et délais » à l'acte d'engagement.

g) Fixation, forme, contenu des prix

Les stipulations contractuelles portant sur la fixation, le contenu ou encore la forme du prix de cette prestation n° 2 sont fixées à l'article 11 du présent accord-cadre.

h) Règlement

Les stipulations contractuelles portant sur la fixation, le contenu ou encore la forme du prix de cette prestation n° 2 sont fixées à l'article 13 du présent accord-cadre.

i) Pénalités

Les stipulations contractuelles portant sur la fixation, le contenu ou encore la forme du prix de cette prestation n° 2 sont fixées à l'article 15 du présent accord-cadre.

j) Opérations de vérification – admission des prestations

La prestation est admise définitivement après exécution des prestations et validation par le CNRS :

- Tests fonctionnels de l'instrument, vérification de la conformité des spécifications techniques
- Tests de durée en fonctionnement continu sur banc de test CNRS (1 semaine)

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/MI, à compter de la réception de l'instrument et des livrables associés (article c), le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximal de 30 (trente) jours pour valider la prestation.

❖ Pour cette phase, suite aux opérations de vérification, si la fourniture ou la prestation est reconnue défectueuse ou non conforme, la prestation est refusée et son remplacement demandé. Dans ce cas, tous les frais occasionnés sont supportés par le Titulaire du marché.

Le délai laissé au titulaire pour procéder au remplacement de la prestation est de 30 (trente) jours.

33.3 Prestation n° 3 : Fabrication de cartes électroniques

Qualification requise pour réaliser cette prestation : EN9100 Conception et production de matériels aéronautiques

a) Spécifications techniques

Dans le cadre de la prestation n°3, le pouvoir adjudicateur peut commander par bons de commande des cartes électroniques de rechange pour les instruments Package1.

Les spécifications techniques des cartes électroniques sont contenues dans les documents ci-dessous fournis dans le document « 25.14.033 Annexe 1 CCP Documents Techniques » :

Références	Fichiers
ITM.161250.520 CO Processing Board	ITM.161250.520.zip
ITM.161250.521 O3/CO Mezzanine	ITM.161250.521.zip
ITM.161250.523 O3 Processing Board	ITM.161250.523.zip
ITM.115279.530 Main Power Supply Package1 Rev02	ITM.115279.530.zip
ITM.161250.530 Main Power Supply Package1 Rev03	ITM.161250.530.zip
ITM.115279.532 O3 Generator Mezanine Card	ITM.115279.532.zip
ITM.115279.534 Bias Mezanine Card	ITM.115279.534.zip
ITM.115279.503 Connector Board	ITM.115279.503.zip

b) Délai global d'exécution

Le délai global d'exécution comprend la fabrication et livraison de (s) carte(s) et de la documentation associée (cf. article d ci-dessous)

Dans l'annexe 1 « 25.14.033 Annexe 1 ATTRI_Annexe financière et délais » à l'acte d'engagement, le titulaire indique le délai sur lesquels il s'engage pour chaque carte.

c) Livrables attendus

Les livrables attendus sont :

- La (es) carte(s) commandé(s) par le bon de commande
- La documentation technique associée
- Le rapport de tests d'acceptation ATP
- Le certificat de conformité CoC

d) Lieu d'exécution et de livraison

La prestation est réalisée dans les locaux du titulaire.

Le lieu de livraison est :

Centre National de la Recherche Scientifique
Laboratoire d'Aérodynamique (UMR 5560)
Observatoire Midi-Pyrénées
14, avenue Edouard Belin
31 400 Toulouse
France

e) Forme d'exécution

Le présent accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles tenant à l'exécution de la prestation n° 3. La prestation est exécutée au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique et du présent CCP.

f) Montant de la prestation

Le montant est celui indiqué par le titulaire dans l'annexe 1 « 25.14.033 Annexe 1 ATTRI_Annexe financière et délais » à l'acte d'engagement.

Pour chacune de ces cartes électroniques, le titulaire devra indiquer un prix unitaire et un prix par lot de 3.

g) Fixation, forme, contenu des prix

Les stipulations contractuelles portant sur la fixation, le contenu ou encore la forme du prix de cette prestation n° 3 sont fixées à l'article 11 du présent accord-cadre.

h) Règlement

Les stipulations contractuelles portant sur la fixation, le contenu ou encore la forme du prix de cette prestation n° 3 sont fixées à l'article 13 du présent accord-cadre.

i) Pénalités

Les stipulations contractuelles portant sur la fixation, le contenu ou encore la forme du prix de cette prestation n° 3 sont fixées à l'article 15 du présent accord-cadre.

j) Opérations de vérification – admission des prestations

La prestation est admise définitivement après exécution et validation des prestations.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/MI, à compter de la réception de la (s) carte(s) et documentation associée, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximal de 30 (trente) jours pour valider la prestation.

❖ Pour cette phase, suite aux opérations de vérification, si la fourniture ou la prestation est reconnue défectueuse ou non conforme, la prestation est refusée et son remplacement demandé. Dans ce cas, tous les frais occasionnés sont supportés par le Titulaire du marché.

Le délai laissé au titulaire pour procéder au remplacement de la prestation est 30 (trente) jours.

33.4 Prestation n° 4 : Part 21G - IAGOS

Qualification requise pour réaliser cette prestation : EN9100 et EASA Part21G : Conception et production de matériels aéronautiques.

a) Spécifications techniques

Le titulaire devra obtenir puis maintenir les instruments IAGOS dans sa « Capability List » Part 21G pendant la durée de l'accord-cadre.

Le maintien des instruments IAGOS en « Capability List » Part 21G doit être renouvelé annuellement auprès de OSAC ([Organisme pour la Sécurité de l'Aviation Civile](#)), qui effectue les missions de contrôle et de vérification pour le compte de la [DGAC](#) (Direction Générale de l'Aviation Civile), l'autorité de certification française.

Le renouvellement annuel comprend une redevance annuelle et nécessite un ou plusieurs audits de la société titulaire de cet agrément.

b) Délai d'exécution

Le délai d'exécution est celui indiqué par le titulaire dans le document 25.14.033 Annexe 1 ATTRI_Annexe financière et délais » à l'acte d'engagement.

c) Livrables attendus

Le livrable attendu est le document de l'OSAC attestant de l'obtention par le titulaire de la « Capability List » Part 21G IAGOS.

d) Lieu d'exécution et de livraison

La prestation est réalisée dans les locaux du titulaire.

Le lieu de livraison est :

**Centre National de la Recherche Scientifique
Laboratoire d'Aérodynamique (UMR 5560)**

Observatoire Midi-Pyrénées
14, avenue Edouard Belin
31 400 Toulouse
France

e) Forme d'exécution

Le CNRS commandera la mise en « Capability List » Part 21G des instruments IAGOS.

f) Montant de la prestation

Ces montants sont ceux indiqués par le titulaire dans l'annexe 1 « 25.14.033 Annexe 1 ATTRI_Annexe financière et délais » à l'acte d'engagement.

g) Fixation, forme, contenu des prix

Les stipulations contractuelles portant sur la fixation, le contenu ou encore la forme du prix de cette prestation n° 4 sont fixées à l'article 11 du présent accord-cadre.

h) Règlement

Les stipulations contractuelles portant sur la fixation, le contenu ou encore la forme du prix de cette prestation n° 4 sont fixées à l'article 13 du présent accord-cadre.

i) Pénalités

Les stipulations contractuelles portant sur la fixation, le contenu ou encore la forme du prix de cette prestation n° 4 sont fixées à l'article 15 du présent accord-cadre.

j) Opérations de vérification – admission des prestations

La prestation est admise définitivement après exécution et validation des prestations.

33.5 Prestation n° 5 : Pièces de rechange

Qualification requise pour réaliser cette prestation : EN9100 et EASA Part21G : Conception et production de matériels aéronautiques.

Les prestations s'exécuteront au moyen de marchés subséquents.

a) Objet des prestations marchés subséquents

Dans le cadre de la prestation n°5, le pouvoir adjudicateur peut contractualiser des marchés subséquents pour commander des pièces de rechange pour Package1 Rev02, Package1 Rev03 et Pump Box Rev03.

Dans le cadre de la réglementation aéronautique Part 21G, les pièces constitutives d'un équipement aéronautique doivent être commandées, avec traçabilité, par le fabricant de l'équipement. Le CNRS ne peut donc pas acheter directement des pièces de rechange pour les besoins ci-dessous (liste non exhaustive) :

- Panne ou dysfonctionnement d'une pièce d'un équipement nécessitant son remplacement
- Equipement endommagé lors d'un test, d'un transport ou d'une opération de remplacement sur avion
- Nécessité de stockage de pièces de rechange en cas de long délais d'approvisionnement, les délais de commande de certaines pièces peuvent atteindre 1 an ou plus, ce qui est très critique pour le projet IAGOS.

Lors de la survenance de besoins de pièces de rechange, le CNRS demandera au titulaire des offres techniques et financières qui feront l'objet de marchés subséquents.

b) Délai global d'exécution

Le délai global d'exécution sera celui indiqué dans le(s) marché(s) subséquent(s).

c) Livrables attendus

Le(s) marché(s) subséquent(s) précisera(ont) les livrables attendus.

d) Lieu d'exécution et de livraison

Le(s) marché(s) subséquent(s) précisera(ont) le lieu de livraison ainsi que d'exécution.

e) Forme d'exécution

Les prestations s'exécutent au moyen de la conclusion de marchés subséquents en application notamment des articles 8 et 9 du présent CCP. L'article 12 du présent CCP est particulièrement concerné.

f) Prise d'effet et délais d'exécution

La prise d'effet est à compter de la notification de(s) marché(s) subséquent(s).

Le(s) marché(s) subséquent(s) précisera(ont) les délais d'exécution.

g) Montant de la prestation

Les montants sont ceux fixés par le marché subséquent.

h) Fixation, forme, contenu des prix

Les stipulations contractuelles portant sur la fixation, le contenu ou encore la forme du prix de cette prestation n° 5 sont fixées à l'article 11 du présent accord-cadre.

i) Règlement

Les stipulations contractuelles portant sur la fixation, le contenu ou encore la forme du prix de cette prestation n° 5 sont fixées à l'article 13 du présent accord-cadre.

j) Pénalités

Les pénalités applicables sont celles indiquées à l'article 15 du présent accord-cadre.

k) Opérations de vérification et admission des prestations

Les modalités de vérification et les délais correspondants ainsi que les modalités d'admission seront précisés dans le(s) marché(s) subséquent(s)

33.6 Prestation n° 6 : Fourniture manuels de maintenance (Component Maintenance Manual)

Qualification requise pour réaliser cette prestation : EN9100 et EASA Part 21G : Conception et production de matériels aéronautiques

a) Description de la prestation

Afin d'optimiser la maintenance des équipements IAGOS, le CNRS souhaite faire évoluer les CMM (Component Maintenance Manual) des équipements Package1 Rev02, Package1 Rev03 et Pump Box Rev03. Les CMM en version finale devront être approuvés par l'intégrateur avion des systèmes IAGOS qui détient les STC IAGOS.

Ces évolutions ne sont pas encore définies, car elles nécessiteront des discussions techniques et réglementaires entre le titulaire, le CNRS, l'intégrateur avion des systèmes IAGOS et les autorités de certification. Il est possible qu'il soit nécessaire de procéder en plusieurs phases.

Au fur et à mesure de ces discussions techniques et réglementaire, le CNRS demandera au titulaire une (des) offre(s) technique(s) et financières qui fera(ont) l'objet d'un(de) marché(s) subséquent(s).

Documents fournis par le CNRS

Documents CMM	Fichiers
Component Maintenance Manuel Package1	CMM.115279.500
Component Maintenance Manuel Pump Box	CMM.115279.100

b) Prise d'effet et délais d'exécution

La prise d'effet est à compter de la notification de(s) marché(s) subséquent(s).

Le(s) marché(s) subséquent(s) précisera(ont) les délais d'exécution.

c) Livrables attendus

Le(s) marché(s) subséquent(s) précisera(ont) les livrables attendus.

d) Lieu d'exécution et de livraison

La prestation est réalisée dans les locaux du titulaire.

Le lieu de livraison est :

Centre National de la Recherche Scientifique
Laboratoire d'Aérologie (UMR 5560)
Observatoire Midi-Pyrénées
14, avenue Edouard Belin
31 400 Toulouse
France

e) Forme d'exécution

Les prestations s'exécutent au moyen de la conclusion de marchés subséquents en application notamment des articles 8 et 9 du présent CCP. L'article 12 du présent CCP est particulièrement concerné.

f) Montant de la prestation

Les montants journaliers sur la base desquels le montant forfaitaire du marché subséquent est établi sont ceux indiqués dans l'annexe 1 « 25.14.033 Annexe 1 ATTRI_Annexe financière et délais » à l'acte d'engagement.

g) Fixation, forme, contenu des prix

Les stipulations contractuelles portant sur la fixation, le contenu ou encore la forme du prix de cette prestation n° 5 sont fixées à l'article 11 du présent accord-cadre.

h) Règlement

Les stipulations contractuelles portant sur la fixation, le contenu ou encore la forme du prix de cette prestation n° 5 sont fixées à l'article 13 du présent accord-cadre.

i) Pénalités

Les stipulations contractuelles portant sur la fixation, le contenu ou encore la forme du prix de cette prestation n° 5 sont fixées à l'article 15 du présent accord-cadre.

j) Opérations de vérification – admission des prestations

Les modalités de vérification et les délais correspondants ainsi que les modalités d'admission seront précisés dans le(s) marché(s) subséquent(s)

La prestation est admise définitivement après exécution et validation des prestations commandées.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/MI, à compter de la réception de la (s) carte(s) et documentation associée, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximal de 30 (trente) jours pour valider la prestation.

❖ Pour cette phase, suite aux opérations de vérification, si la fourniture ou la prestation est reconnue défectueuse ou non conforme, la prestation est refusée et son remplacement demandé. Dans ce cas, tous les frais occasionnés sont supportés par le Titulaire du marché.

Le délai laissé au titulaire pour procéder au remplacement de la prestation est 30 (trente) jours.

33.6 Prestation n° 7 : Support et évolutions ultérieures

Qualification requise pour réaliser cette prestation : EN9100, EASA Part 21G : Conception et production de matériels aéronautiques

a) Description des prestations

Durant l'exécution de l'accord-cadre, le CNRS peut avoir des besoins d'évolutions techniques de ses instruments comme par exemple (liste non exhaustive) :

- Améliorations techniques des instruments,
- Mises à jour documentaires,
- Modifications faisant suite à une nouvelle contrainte aéronautique réglementaire
- Evolutions et maintenance des moyens de tests des instruments IAGOS
- Capteur additionnel interne ou externe
- Obsolescences
- Etc...

En cas de demande d'évolution, le CNRS fournira un dossier technique à partir duquel le titulaire fournira une proposition technique et financière.

Le contenu de la prestation sera défini dans le(s) marché(s) subséquent(s) correspondant(s).

b) Livrables attendus

Le(s) marché(s) subséquent(s) précisera(ont) les livrables attendus.

c) Lieu d'exécution et de livraison

Le(s) marché(s) subséquent(s) précisera(ont) le lieu de livraison ainsi que d'exécution.

d) Forme d'exécution

Les prestations s'exécutent au moyen de la conclusion de marchés subséquents en application notamment des articles 8 et 9 du présent CCP. L'article 12 du présent CCP est particulièrement concerné.

e) Prise d'effet et délais d'exécution

La prise d'effet est à compter de la notification de(s) marché(s) subséquent(s).

Le(s) marché(s) subséquent(s) précisera(ont) les délais d'exécution.

f) Montant de la prestation

Les montants sont ceux fixés par le marché subséquent, calculés conformément à la méthode de calcul complétée par le titulaire dans l'annexe 1 « 25.14.033 Annexe 1 ATTRI_Annexe financière et délais » à l'acte d'engagement.

g) Fixation, forme, contenu des prix

Les stipulations contractuelles portant sur la fixation, le contenu ou encore la forme du prix de cette prestation n° 6 sont fixées à l'article 11 du présent accord-cadre.

h) Règlement

Les stipulations contractuelles portant sur la fixation, le contenu ou encore la forme du prix de cette prestation n° 6 sont fixées à l'article 13 du présent accord-cadre. Le marché subséquent peut éventuellement prévoir la mise en place d'acomptes.

i) Pénalités

Les pénalités applicables sont celles indiquées à l'article 15 du présent accord-cadre.

j) Opérations de vérification et admission des prestations

Les modalités de vérification et les délais correspondants ainsi que les modalités d'admission seront précisés dans le(s) marché(s) subséquent(s)

D) DEROGATIONS AU CCAG-MI

L'article 3 du présent CCP déroge à l'article 4 du CCAG-MI

L'article 6.1 et 6.2 du présent CCP déroge à l'article 14.1 du CCAG-MI

L'article 15 du présent CCP déroge à l'article 15 du CCAG-MI

Les articles 16.1.a, 16.2.a du présent CCP dérogent à l'article 45 du CCAG-MI

L'article 17 du présent CCP déroge aux articles 30.3 31 et 2.3 du CCAG-MI

L'article 19 du présent CCP déroge à l'article 36.1 du CCAG-MI

L'article 25.1 du présent CCP déroge à l'article 5.3 du CCAG FCS